

Chine : L'adhésion à l'OMC signifie pillage impérialiste et chômage

Défense de l'Etat ouvrier déformé chinois contre l'impérialisme et la contre-révolution intérieure !

Pour une révolution politique prolétarienne qui chassera la bureaucratie stalinienne !

Nous reproduisons ci-dessous un article traduit du numéro 725 (10 décembre 1999) de Workers Vanguard, journal de notre section américaine.

Dans le cadre des préparatifs du sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle, les Etats-Unis et la Chine ont signé le mois dernier un accord qui couronne 13 ans de pas-de-deux diplomatiques et pave la voie à l'adhésion de la Chine à l'OMC. Le président Clinton présente cela comme l'un de ses plus grands succès de politique étrangère. En Chine et au niveau international, cet accord est perçu comme une importante victoire politique pour l'aile « réformatrice » du régime de Pékin, sous la conduite du président Jiang Zemin, chef du

Parti communiste (PCC), et du premier ministre Zhu Rongji.

L'adhésion de la Chine à l'OMC signifie l'élimination de ce qui subsiste du monopole d'Etat sur le commerce extérieur, un élément clé de l'économie collectivisée mise en place par la Révolution chinoise de 1949. L'accord sur l'OMC fait suite à la décision prise par le PCC en 1997 de vendre la plus grande partie de l'industrie d'Etat ; Jiang, Zhu et Cie entendent utiliser la pression de la concurrence étrangère qui s'intensifie pour imposer une privatisation à grande échelle. Les sociétés étrangères seraient autorisées à détenir des participations supérieures à 50 % dans des secteurs stratégiques de l'économie, comme les télécommunications. Les droits de douane qui aujourd'hui protègent les entreprises industrielles d'Etat seraient



Workers Vanguard

Ouvriers migrants devant la gare de Shanghai. La campagne pour la restauration capitaliste soutenue par les impérialistes doit être défaite par les ouvriers chinois.

considérablement réduits ; on estime que cette mesure provoquerait, avec la fermeture des entreprises « non compétitives », la perte d'un demi-million d'emplois dans l'automobile et d'au moins un tiers de tous les emplois dans la sidérurgie. La baisse

des droits de douane sur les produits agricoles pourrait envoyer encore jusqu'à dix millions de paysans rejoindre l'armée déjà immense des travailleurs migrants.

Mais l'accord sur l'OMC ne signifie pas

Suite page 2

Les réformistes attisent le chauvinisme français

« Mondialisation »/OMC : les impérialistes luttent pour se répartir le monde

Le sommet de l'OMC à Seattle en novembre dernier a été l'occasion de manifestations chauvines contre la « mondialisation » dans le monde entier, de Seattle à Londres et Paris. A Seattle, près de 40 000 personnes ont manifesté ; il y avait tout un éventail allant du réactionnaire d'extrême-droite Pat Buchanan jusqu'aux verts et aux « écologistes radicaux », en passant par de jeunes anarchisants et des représentants de la guérilla paysanne zapatiste du Mexique ; sans oublier José Bové qui avait apporté avec lui 250 kilos de roquefort pour lutter contre la « mal-bouffe ». Cependant la manifestation était dominée organisationnellement et politiquement par la bureau-

cratie syndicale de l'AFL-CIO américaine, la face ouvrière du Parti démocrate capitaliste. Les manifestations ont été considérées comme une « victoire » et une formidable « rébellion » par presque toute la gauche, y compris en France. Mais loin d'être une victoire contre le capitalisme, ces manifestations n'étaient qu'un cirque dominé par le chauvinisme, le protectionnisme raciste et les attaques contre-révolutionnaires contre l'Etat ouvrier déformé chinois.

Ce qui dominait dans la manifestation de Seattle, c'était l'hostilité anti-communiste envers la Chine, un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé qui, malgré d'énormes incursions de l'impérialisme ces 20 dernières années, est basé sur la propriété collectivisée depuis la révolution chinoise de 1949. Cette révolution avait écrasé la domination de la classe capitaliste. Ce fut une défaite historique

Suite page 11



Giase/Seattle Post-Intelligencer

Seattle, 30 novembre 1999 : les dirigeants de l'AFL/CIO attisent la croisade anti-communiste contre la Chine avec des panneaux chauvins « Le peuple d'abord, pas la Chine ! »



Chine...

Suite de la page 1

que le destin de la Chine soit déjà scellé. Au contraire, *ce qui est urgent et à l'ordre du jour, c'est que le prolétariat chinois lutte pour défendre les acquis déjà considérablement entamés de la Révolution de 1949.*

Le *South China Morning Post* (Hong-kong) écrivait dans son édition du 1^{er} décembre qu'« quelque temps après la conclusion de l'accord sur l'OMC, il y eut en l'espace d'une semaine, « des sit-in, des manifestations », des blocages de lignes de chemin de fer dans plusieurs villes, dont Xian, Chongqin, Hengyang, Pékin et Changsha ». Des officiers à la retraite ont même manifesté pour exiger les emplois dont ils étaient censés bénéficier après leur départ de l'armée. En mai-juin 1989, les travailleurs s'étaient révoltés contre les effets du « socialisme de marché » de Deng Xiaoping, transformant ainsi les manifestations étudiantes de la Place Tiananmen en début de révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie de Pékin.

Dix ans après, le choix auquel la Chine est confrontée est de plus en plus évident : *révolution politique prolétarienne ou contre-révolution capitaliste.* Il ne fait aucun doute que sur le plan social il y a la matière première pour une révolution politique prolétarienne. Ce qui n'existe pas pour l'instant, et qu'il faut construire, c'est un parti d'avant-garde léniniste-trotskyiste qui dirige les grèves et les manifestations ouvrières spontanées et locales des ouvriers pour qu'ils renversent le régime stalinien, et le remplacent par un gouvernement des conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans, démocratiquement élus.

La bourgeoisie impérialiste et ses porte-parole comprennent à leur manière que pour restaurer le capitalisme en Chine il faudra d'abord *briser la résistance de la classe ouvrière chinoise.* Shawn Xu, qui dirige le département recherche d'une société mixte entre la China Construction Bank et la banque Morgan Stanley, un des géants de Wall Street, qualifie l'adhésion de la Chine à l'OMC d'« initiative la plus significative depuis le début des réformes économiques elles-mêmes il y a 20 ans ». Mais le triomphalisme des financiers internationaux et de leurs agents chinois est tempéré par la crainte de l'agitation sociale, et notamment ouvrière. Dans un article du *New York Times* publié quelques jours après l'annonce de l'accord sur le commerce, un ouvrier d'une usine textile de Pékin déclarait avec amertume que maintenant « il va y avoir encore plus de licenciements d'ouvriers ». « De telles craintes et de telles colères, partagées par des millions de gens dans tout le pays », avertissait le *Times*, « s'ajoutent pour constituer un des plus grands défis pour la Chine ».

Pendant ce temps, aux Etats-Unis, la bureaucratie syndicale pro-impérialiste de l'AFL-CIO se joint à des politiciens de droite pour accuser Clinton d'avoir « trahi » les intérêts de l'Amérique avec



Burke/Life

L'Armée populaire de libération victorieuse fait son entrée à Pékin en 1949. La Révolution chinoise a renversé le régime des capitalistes et propriétaires fonciers, et chassé les impérialistes rapaces.

l'accord sur la Chine et l'OMC. Un des axes centraux des manifestations anti-OMC de Seattle, était la campagne anti-communiste des pontes de l'AFL-CIO contre la Chine, notamment quand la direction chauvine du syndicat de la sidérurgie United Steelworkers a organisé un « coulage » d'acier chinois dans le port de la ville ; de son côté Jimmy Hoffa Jr., le dirigeant du syndicat des camionneurs, partageait une tribune avec Wei Jingsheng, le « dissident » sponsorisé par la CIA.

Washington soutient activement des dissidents anticommunistes comme Wei et Han Dongfang, l'« organisateur de syndicats » basé à Hongkong ; en même temps, Washington brandit la puissance militaire américaine contre la Chine, comme on l'a vu récemment avec la proposition d'un système de « défense antimissile régionale » qui pourrait inclure la puissance capitaliste qu'est Taïwan. Ceci n'est aucunement en contradiction avec la politique d'« engagement constructif » avec le régime du PCC. Toutes les tendances de la classe capitaliste américaine ont un objectif commun en ce qui concerne la Chine : renverser la Révolution de 1949 et reconquérir le « droit » d'exploiter sans entraves les masses laborieuses de ce pays.

La Révolution chinoise a été un événement historique d'importance mondiale, qui a détruit le pouvoir des « Seigneurs de la guerre » sanguinaires, des usuriers vampires, des propriétaires fonciers rapaces et d'une bourgeoisie particulièrement inepte. Des centaines de millions de paysans se sont soulevés et se sont emparés de la terre sur laquelle leurs ancêtres avaient été cruellement exploités depuis la nuit des temps. Des pratiques barbares enracinées dans le vieil ordre confucéen, comme le bandage des pieds des femmes, ont été éliminées. Une nation qui pendant un siècle avait été ravagée et divisée par des puissances étrangères, a été réunifiée et libérée du joug impérialiste. Le pouvoir des propriétaires terriens et des capitalistes a été remplacé par une économie centralisée planifiée et collectivisée. Le devoir du prolétariat international est de prendre fermement position pour la défense militaire inconditionnelle de la Chine contre les agressions impérialistes et la contre-révolution intérieure.

La République populaire de Chine a cependant été un Etat ouvrier *bureaucratiquement déformé* dès le départ. La Révolution de 1949, qui a résulté de la victoire de l'Armée populaire de libération (APL), l'armée à base paysanne de Mao Zedong, a mis au pouvoir une caste bureaucratique qui jouissait de privilèges matériels, qui prenait pour modèle le régime de l'Union soviétique de Staline, et gouvernait le pays d'une main de fer en excluant totalement le prolétariat du pouvoir politique. La bureaucratie stalinienne qui adhérait au dogme stalinien réactionnaire du « socialisme dans un seul pays », se réclamait en paroles du « marxisme-léninisme », tout

en trahissant les luttes révolutionnaires dans le monde entier et en caressant le projet nationaliste de transformer la Chine en grande puissance mondiale capable de traiter d'égal à égal avec les Etats-Unis. Les héritiers bureaucratiques de Mao, qui poursuivent la même chimère nationaliste, continuent et intensifient la politique de « réformes de marché » capitalistes inaugurée il y a plus de vingt ans, conduisant ainsi le pays au bord de la restauration capitaliste.

A la pression exercée par le capital impérialiste étranger vient s'ajouter l'existence d'une puissante bourgeoisie chinoise expatriée, centrée à Hongkong et Taïwan mais présente également dans toute l'Asie du Sud-Est. La bourgeoisie russe avait été détruite en tant que classe par la révolution d'Octobre 1917, mais les capitalistes chinois ont pu fuir la Chine continentale à la fin des années 1940, préservant ainsi leur cohésion en tant que classe et gardant des liens familiaux à l'intérieur de la Chine. Hongkong est un puissant bastion pour la bourgeoisie chinoise et fournit aux responsables du PCC et à leur progéniture, les « roitelets », un moyen de s'enrichir, souvent en se liant avec des magnats de Hongkong. De son côté, l'île capitaliste de Taïwan représente toujours un poignard pointé sur l'Etat ouvrier déformé chinois. Elle sert de base à la pression militaire impérialiste et est une des principales sources d'afflux massif de capitaux chinois sur le continent.

Pour vaincre les puissantes forces de la contre-révolution capitaliste qui menacent aujourd'hui la classe ouvrière chinoise, il faut adhérer aux principes de l'*internationalisme prolétarien*. C'est ce qui gouvernait l'Internationale communiste de Lénine

et Trotsky et le Parti communiste chinois des premières années, né des protestations du Mouvement du 4 mai contre la dégradation de la Chine aux mains de l'impérialisme japonais et occidental. Une révolution politique en Chine doit faire la jonction avec les luttes de classe des ouvriers indonésiens et sud-coréens en lutte contre leurs bourgeoisies, et celles des ouvriers des Etats-Unis, du Japon et des autres centres impérialistes. Seule une révolution socialiste dans ces pays éliminera définitivement la menace de l'esclavage capitaliste et de l'asservissement impérialiste, et jettera les bases pour le développement de la Chine dans une Asie socialiste.

Le stalinisme chinois au pouvoir : de Mao à Jiang

Dans un article sur le cinquantième anniversaire de la fondation de la République populaire, la *Far Eastern Economic Review* (7 octobre 1999) rendait hommage à Deng Xiaoping et à ses « réformes de marché » pour avoir « sauvé la Chine du cauchemar politique des années Mao et rompu avec l'arriération de l'économie stalinienne ». Mais par ailleurs beaucoup d'intellectuels chinois de gauche, qui craignent et détestent l'impérialisme occidental et japonais, idéalisent aujourd'hui l'époque de Mao, quand la Chine pratiquait l'« auto-suffisance » économique. Cette nostalgie pour Mao s'accompagne d'un profond sentiment national dirigé contre les puissances impérialistes, qui pendant plus d'un siècle avaient brutalisé et opprimé la Chine, avant que la Révolution de 1949 ne les chasse. Ce sentiment nationaliste s'est vu lors des manifestations qui se sont multipliées à Pékin et dans d'autres villes quand les Etats-Unis ont bombardé le consulat chinois à Belgrade en mai 1999, lors de la guerre terroriste de l'OTAN contre la Serbie.

Superficiellement, le programme de privatisation et de « libre échange » de Jiang et Zhu, ainsi que de Deng avant sa mort en 1997, peut sembler en contradiction totale avec le maoïsme. En réalité, la marche des événements de Mao à Jiang montre une évolution organique de la bureaucratie stalinienne chinoise au pouvoir. Les héritiers politiques, et dans bien des cas aussi biologiques, de ces commandants de l'APL qui étaient entrés avec leurs troupes à Pékin en 1949 sont aujourd'hui à l'avant-garde de ceux qui poussent à la restauration du capitalisme.

La politique économique initiale du régime maoïste, modelée sur les premiers plans quinquennaux soviétiques, provoqua une croissance économique et un développement industriel considérables. Mais ces progrès n'étaient pas suffisants, loin s'en faut, pour hisser la condition des masses chinoises au niveau de celle du monde industrialisé. Ils l'étaient encore moins pour les hisser au niveau du socialisme,

Suite page 4

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez
Réalisation : Xavier Brunoy
Pages « Spartacus ! » : Thomas Angelo
Diffusion : Marc Guétier
Directeur de publication : Xavier Benoît

Le Bolchévik, BP135-10, 75463 Paris Cedex 10
Imprimerie : Roto Presse Numéris
36-40 Bd Robert Schuman - 93190 Livry-Gargan
Commission paritaire : n°59267. Distribuée par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques

Vient de paraître !

Le nouveau numéro de *Spartacist* contient notamment un article démolissant les théories de Cliff et Shachtman, qui alléguaient que l'Union soviétique n'était pas un Etat ouvrier dégénéré, mais une sorte de société « capitaliste » avec une « nouvelle classe », et se sont faits les complices de la campagne de l'impérialisme pour la contre-révolution. Non seulement cette question est essentielle pour comprendre le monde post-soviétique dans lequel nous sommes, mais aussi elle revêt une actualité brûlante en Chine où nous, les trotskystes, sommes à notre poste pour défendre l'Etat ouvrier déformé chinois contre l'impérialisme et la contre-révolution intérieure.



10FF

Commande :

Le Bolchévik, B.P. 135-10
75463 Paris cedex 10

New York : Manifestations contre la terreur des flics contre la communauté haïtienne

« Il nous faut un parti ouvrier qui se batte dans notre intérêt »

Nous reproduisons ci-dessous un discours donné en français par une sympathisante de la Spartacist League à New York lors d'un meeting local à Brooklyn le 26 mars sur le meurtre par la police de Patrick Dorismond. Le 25 mars, neuf jours après que les flics de New York avaient tué Dorismond de sang-froid, les flics ont lancé une attaque sauvage contre des manifestants qui étaient descendus dans la rue pour honorer la mémoire de cet homme noir de 26 ans et pour protester contre son exécution. Alors que la cérémonie funéraire se terminait, des centaines de policiers anti-émeute ont chargé une foule de plus de 5 000 personnes, en majorité des Haïtiens, devant l'église du quartier de Flatbush à Brooklyn ; ils ont matraqué tous ceux qui se trouvaient à leur portée et ont arrêté 27 personnes. Ce déchaînement policier faisait suite à toute une journée de provocations racistes. D'abord une rangée de flics s'était mise devant le cortège funéraire bien avant même qu'il n'arrive à l'église. Alors que les personnes en deuil, en colère, criaient « flics dehors ! », les flics ont été forcés de reculer. Quand le cortège est arrivé à l'église, les manifestants ont repoussé les barrières métalliques qui leur bloquaient la route. Ensuite, quand les flics anti-émeute ont chargé, la foule a riposté en lançant des pierres et des bouteilles.

Ce qu'on a vu ce jour-là dans les rues de Flatbush donne un sentiment de la rage accumulée contre les humiliations quotidiennes, les déprédations et la terreur administrées par les flics racistes, qui visent particulièrement la population noire et hispanique de New York. Depuis le mois de janvier rien que les unités de l'« Opération condor », les unités spéciales antidrogue clandestines qui ont tué Patrick Dorismond, ont procédé à plus de 21 000 arrestations ! Le *New York Times* a publié le 1^{er} avril un article avec des interviews de personnes dans un quartier de Brooklyn qui a été la cible de ces unités de choc de la « guerre contre la drogue » : ces personnes « décrivent comment les agents font des descentes dans les quartiers comme dans des scènes de guerre urbaine, comment ils observent les habitants depuis les toits, patrouillent dans des voitures et des mini-vans sans plaque d'immatriculation. [...] Pratiquement tous les jeunes noirs ou hispaniques se sont faits arrêter et fouiller, parfois plusieurs fois par mois, parfois dans l'entrée de leur propre immeuble. » Le 31 mars, un escadron de la mort de l'« Opération condor » a encore frappé à Brooklyn, tirant plus de 20 coups de feu à bout portant et tuant Andre Fields et Tyshen Bourne, âgés respectivement de 17 et 19 ans.

Il y a deux ans les flics se contenaient un peu plus quand ils ont fait face à une manifestation de 40 000 ouvriers de la construction qui défiaient la police anti-émeute au milieu de Manhattan, en scandant : « La ville de qui ? C'est notre ville ! » Le 23 octobre dernier les flics n'ont pas osé s'en prendre à une foule de 10 000 manifestants qui ont chassé le Ku Klux Klan des rues de New York ; la raison pour cela c'est qu'au cœur de cette action il y avait des contingents organisés de syndicalistes qui étaient venus en réponse à l'appel du Partisan Defense Committee (l'organisation de défense non



Workers Vanguard

Manifestation à Brooklyn le 25 mars lors des funérailles de Patrick Dorismond, tué par les flics. Panneau spartaciste à droite : « Rompez avec le Parti démocrate, parti de guerre et de racisme – Pour un parti ouvrier luttant pour la révolution socialiste ! »

sectaire fraternellement associée à la Spartacist League/US) pour une mobilisation ouvrière et noire de masse pour stopper les maraudeurs du KKK. Parmi les Haïtiens qui étaient dans la rue à Flatbush le 25 mars, un grand nombre étaient certainement membres des syndicats de la santé, de la confection et de la construction. Leur poids social était manifeste il y a dix ans, quand plus de 70 000 personnes avaient fait ce qui revenait à une grève générale des travailleurs haïtiens de New York ; ils avaient manifesté pour protester contre la politique raciste du gouvernement américain empêchant les Haïtiens de donner leur sang parce qu'ils étaient potentiellement « porteurs du SIDA ». C'est dans la mesure où ils font partie du mouvement ouvrier multiracial que les travailleurs haïtiens ont la puissance pour lutter contre la discrimination raciste et la répression de l'Etat.

Le démagogue noir Al Sharpton et ses collègues démocrates, y compris des bureaucrates syndicaux et Hillary Clinton, candidate au poste de sénateur de New York, essaient de dévoyer la colère des masses de la ville. Sharpton appelle maintenant la Maison Blanche de Clinton à exercer une « supervision fédérale » sur le département de police de New York (NYPD). Mais le gouvernement fédéral « supervise » et finance déjà les unités de l'« Opération condor » ! Et les immigrés haïtiens en particulier ont déjà une grosse expérience personnelle de « supervision fédérale ». Les flics fédéraux administrent les camps de concentration dans lesquels des Haïtiens sont enfermés par milliers en attendant d'être déportés vers la misère et la terreur des escadrons de la mort. Depuis des générations les USA arment et entraînent l'armée et la police haïtiennes sadiques, y compris les Tontons macoutes sanguinaires de l'ex-dictateur Duvalier, et l'occupation impérialiste d'Haïti depuis six ans n'a fait qu'aggraver la misère des

masses appauvries de ce pays.

Comme l'avaient noté la Labor Black League [Ligue ouvrière et noire] de New York et la Spartacist League dans une déclaration du 25 février en réaction à l'acquiescement des flics qui avaient tué Amadou Diallo : « On ne peut pas réformer la police. Leur boulot c'est d'imposer par les armes la domination du capitalisme américain raciste. La police fédérale ne va pas vous aider – ils sont le comité exécutif central de ce système tout entier de terreur policière. »

Lors des funérailles de Dorismond, les manifestants scandaient un mot d'ordre (« rache manyòk ») qui appelait à chasser Giuliani de son poste de maire de New York. Il est certain que Giuliani a toutes les caractéristiques d'un dictateur de pacotille déchaîné qui se délecte dans la terreur policière. Mais il n'est qu'un représentant de la dictature de classe du capital en Amérique. Bien que revêtu d'un voile de « démocratie », cette dictature est bien plus puissante et brutale que celle dont Duvalier a jamais pu rêver, et elle est représentée de façon égale par les partis Démocrate et Républicain, l'un comme l'autre, du capitalisme américain. Ce qu'il faut c'est une lutte contre la dictature du capital, une lutte pour construire une société où ceux qui travaillent seront au pouvoir. C'est la seule voie pour éliminer la pauvreté, l'exploitation, la faim, les sans-abris, l'oppression raciale et la terreur raciste. Comme le disait notre camarade dans son discours au meeting du 26 mars, « Il nous faut un parti de la révolution socialiste. »

Le meurtre de sang-froid de Patrick Dorismond, les provocations et le siège policier lors des funérailles, et les arrestations d'hier, révèlent le véritable visage de l'Amérique capitaliste raciste.

Giuliani dit que la victime est un « criminel » et que les policiers assassins sont des héros. Mais c'est un mensonge éhonté. Ce mensonge montre que pour les dirigeants capitalistes, la population noire et hispanique et les immigrés sont des criminels qui peuvent être emprisonnés ou tués par la police de l'Etat bourgeois. Ils veulent que les travailleurs « restent à leur place », ils veulent les empêcher de se révolter contre ce système, ce système d'esclavage salarié.

Hillary Clinton elle aussi vient à la défense de la police. Elle dit qu'« il ne faut pas juger trop vite ». Mais le jugement n'est-il pas clair ? La police a tué Patrick Dorismond, tué Amadou Diallo, tué Malcolm Ferguson, tué Gidone Busch, et beaucoup d'autres. Sans parler des horribles tortures contre Abner Louima.

Al Sharpton appelle le gouvernement fédéral à la rescousse. C'est le même gouvernement fédéral qui emprisonne des milliers d'immigrés haïtiens et les met dans des camps de concentration, en même temps qu'il affame la population de Cuba. Le même gouvernement qui a envoyé ses forces d'occupation meurtrières pour réprimer la population d'Haïti et encourager les Tontons macoutes. Ici aussi ils ont leurs « tontons macoutes », habillés en bleu avec leur badge NYPD.

Les Démocrates et les Républicains sont tous deux des ennemis des Noirs et des travailleurs. Tous deux sont des partis des exploités. Tous deux renforcent la police, les matons et autres serviteurs de l'Etat capitaliste, qui font partie de l'appareil de répression et de terreur comprenant les prisons et le couloir de la mort. Tous deux ils ont interdit aux ouvriers des transports en commun de même prononcer le mot de « grève » pour mieux pouvoir défendre les capitalistes de Wall Street. Et ça, c'est quand ils ne sont pas occupés à bombarder les maisons des travailleurs à travers le monde, comme ils l'ont fait l'année dernière en Serbie.

Nous avons besoin d'un parti ouvrier qui se batte pour nos intérêts, les intérêts de la classe ouvrière, les intérêts des Noirs, des immigrés et de toutes les minorités. Pas un parti qui collabore avec les capitalistes en préservant leur système, par exemple ceux qui se limitent à demander seulement la tête de Giuliani sans dire un mot des Démocrates.

On a besoin d'un parti comme celui qu'on a vu dans l'action puissante de la mobilisation des ouvriers, des Noirs et des autres minorités qui a repoussé le KKK le 23 octobre, une manifestation appelée par le Partisan Defense Committee. La manifestation d'hier nous montre la puissance qu'il faut mobiliser. Les Haïtiens sont des travailleurs. C'est comme partie intégrante de la classe ouvrière multiraciale, ici et dans le reste du pays, que nous avons le pouvoir de renverser ce système qui assassine nos enfants dans les rues. On a besoin du parti de la révolution socialiste.

Nous disons : Libération immédiate de tous ceux qui ont été arrêtés hier, levée des inculpations ! Police hors des syndicats ! Le pouvoir aux travailleurs !

Pour qu'il n'y ait jamais plus de martyrs comme Patrick Dorismond, il faut que les ouvriers prennent le pouvoir. Alors, et seulement alors, nous pourrions dire : justice est faite !

Chine...

Suite de la page 2

qui requiert l'élimination de la pénurie. Ils ne satisfaisaient pas non plus les ambitions nationales grandioses de Mao et de ses comparses. A la fin des années 1950, Mao lança donc le « Grand bond en avant », une campagne d'aventurisme économique insensé marquée par la prolifération de « haut-fourneaux » primitifs dans les villages.

La catastrophe économique et la terrible famine qui s'ensuivirent plantèrent le décor pour l'agitation fractionnelle violente des années 1960, que Mao baptisa du nom bouffon de « Grande révolution culturelle prolétarienne ». La scission sino-soviétique qui commença à la fin des années 1950 affaiblit encore l'économie chinoise. Un conflit éclata en effet entre les bureaucraties nationalistes de Pékin et de Moscou, qui cherchaient chacune à construire le « socialisme » dans leur propre pays, tout en poursuivant leur quête futile d'une « coexistence pacifique » avec l'impérialisme. A la mort de Mao, en 1976, le stalinisme chinois était arrivé dans une impasse.

La modernisation de la Chine reste une tâche essentielle que la révolution doit accomplir. Mais dans un pays arriéré on ne peut accomplir un développement de cette envergure que dans le cadre d'une *économie socialiste internationalement planifiée* basée sur des révolutions prolétariennes dans les pays capitalistes avancés d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest ainsi qu'au Japon. Comme l'expliquait avec insistance Léon Trotsky dans sa lutte politique contre la bureaucratie stalinienne soviétique, il ne peut y avoir de développement socialiste dans l'isolement national : « *Le socialisme c'est l'organisation de la production sociale, planifiée et harmonieuse, pour satisfaire les besoins de l'humanité. La propriété collective des moyens de production, ce n'est pas encore le socialisme mais seulement sa prémisses légale. On ne peut pas abstraire le problème de la société socialiste du problème des forces productives, et celles-ci, au stade actuel du développement de l'humanité, sont de par leur essence même de dimension mondiale. L'Etat isolé, devenu trop exigü pour le capitalisme, est d'autant moins capable de devenir le cadre d'une société socialiste accomplie. De plus, l'arriération d'un pays révolutionnaire accentue encore le danger qu'il retombe dans le capitalisme* » [souligné par nous] (« Socialism in a Separate Country » [Le socialisme dans un pays isolé], appendice à l'édition anglaise de *L'Histoire de la Révolution russe, 1932-1933* [traduit de l'anglais]).

Nous nous réclamons du communisme chinois des premières années, avant que la ligne liquidationniste de l'Internationale communiste stalinisée – qui ordonna au PCC de s'immerger dans le Guomindang, un mouvement nationaliste bourgeois – ne conduise à l'écrasement de la révolution de 1925-1927. En 1922, le PCC dirigea une grève de 100 000 marins à Hongkong. Trois ans plus tard, après l'assassinat de manifestants anti-impérialistes par des soldats britanniques à Shanghai, le comité de grève de Hongkong, dirigé par des communistes, mena une grève de 16 mois. Ces communistes luttèrent pour libérer la Chine en mobilisant la classe ouvrière à la tête du combat pour la libération nationale, la révolution agraire et la modernisation sociale.

Les staliniens chinois, comme leurs homologues russes, se sont activement opposés au programme authentiquement communiste de révolution prolétarienne internationale. Au contraire de ce dernier, la bureaucratie de Pékin a placé ses espoirs dans les investissements des Occidentaux, des Japonais et des Chinois d'outre-mer. Au niveau politique, cela s'est traduit par une alliance avec l'impérialisme américain contre l'Union soviétique. En 1972, à Pékin, Mao donnait l'accolade à Richard

Nixon au moment même où les bombes américaines pleuvaient sur le Vietnam, alors que l'impérialisme US menait sa guerre de terreur contre-révolutionnaire contre les ouvriers et les paysans indochinois.

Au niveau économique, on ouvrit grand les portes de la Chine aux investissements étrangers. Sous l'enseigne des « quatre modernisations », Deng lança la campagne pour une « économie socialiste de marché ». L'agriculture fut décollectivisée ; en conséquence c'est la concurrence entre ménages paysans individuels qui régissait l'économie rurale. La planification centralisée fut atténuée par l'introduction d'ajustements par le marché : on donna instruction aux dirigeants des entreprises d'Etat de maximiser le produit de la

(*Workers Vanguard* n° 480, 23 juin 1989). Au début, les simples soldats ainsi que certains hauts responsables militaires refusèrent d'obéir à l'ordre de réprimer les manifestations. Deng réussit finalement à trouver des unités de l'armée disposées à perpétrer un massacre, qui visa particulièrement non pas les manifestants étudiants mais les quartiers ouvriers de Pékin et d'autres villes.

Les « réformes de marché » amènent la misère

Craignant l'agitation populaire, le régime de Pékin a suspendu pendant quelques années l'introduction de nouvelles « réformes » de marché. Mais la destruction contre-révolutionnaire de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique et des Etats



Morriss/Far Eastern Economic Review

Une usine d'électronique taïwanaise dans la province de Guangdong. Le régime de Pékin a ouvert la Chine à des incursions capitalistes accrues dont les ouvrières sont les plus grandes victimes.

vente de leurs marchandises. On permit aux entreprises d'Etat d'embaucher de nouveaux ouvriers sur la base de contrats à durée déterminée. Plus question d'« assurer le bol de riz » – la garantie d'un emploi à vie et d'un certain nombre de prestations sociales.

A la fin des années 1980, la montée rapide des inégalités économiques, la corruption généralisée et l'inflation avaient engendré un climat de mécontentement populaire. En mai-juin 1989, des manifestations qui avaient débuté à l'initiative de la jeunesse étudiante reçurent un large soutien parmi les masses laborieuses. Des groupes de jeunes ouvriers, dont certains brandissaient des portraits de Mao, rejoignirent les gigantesques manifestations de la Place Tiananmen à Pékin, et les manifestations s'étendirent au pays tout entier. Nous écrivions à l'époque : « *C'est le commencement d'une révolte de la classe ouvrière contre le programme de "construction du socialisme avec des méthodes capitalistes" de Deng, qui a conféré aux manifestations ce caractère massif et potentiellement révolutionnaire* »

ouvriers déformés d'Europe de l'Est a incité la bureaucratie de Pékin à s'enfoncer plus profondément encore dans l'océan du « marché libre » tout en maintenant sa poigne de fer sur les travailleurs et la paysannerie pauvre. La marche vers la restauration capitaliste, qui a repris en 1992, s'est maintenant considérablement accélérée avec l'entrée imminente de la Chine dans l'OMC. Après 1997, des industries d'Etat importantes ont été converties en sociétés par actions, où l'Etat conservait une part majoritaire. Le régime autorise maintenant les actionnaires gouvernementaux à vendre une partie de leurs actions à des intérêts privés. Et le *South China Morning Post* (24 novembre 1999) note que « *Pékin est sur le point d'introduire un impôt sur les successions avec un taux élevé, en partie dans le but de limiter l'influence économique – et politique – de la classe montante des entrepreneurs privés.* » L'introduction d'un tel impôt montre jusqu'où les « réformes » capitalistes sont allées.

Le fils de Jiang, le chef du PCC, est l'un des entrepreneurs capitalistes chinois

qui ont le mieux réussi ; le fils de Zhu est, lui, cadre supérieur dans une banque d'affaires qui a formé une société mixte avec la banque Morgan Stanley. Les staliniens chinois espèrent figurer, eux et leurs rejetons, parmi les nouveaux exploiters de la Chine. Ce phénomène avait été observé par Léon Trotsky dans l'analyse décisive de la bureaucratie stalinienne en Union soviétique qu'il a faite dans *la Révolution trahie* en 1936 : « *Les privilèges que l'on ne peut léguer à ses enfants perdent la moitié de leur valeur. Or, le droit de tester est inséparable du droit de propriété. Il ne suffit pas d'être directeur de trust, il faut être actionnaire. La victoire de la bureaucratie dans ce secteur décisif en ferait une nouvelle classe possédante. Au contraire, la victoire du prolétariat sur la bureaucratie marquerait la renaissance de la révolution socialiste.* »

Trotsky énonçait le choix devant lequel la société soviétique se trouvait confrontée – et ceci s'applique avec une actualité brûlante à la Chine d'aujourd'hui : « *Le fonctionnaire finira-t-il par dévorer l'Etat ouvrier ou la classe ouvrière réduira-t-elle le fonctionnaire à l'incapacité de nuire ?* » Le prolétariat soviétique, dont la conscience avait été empoisonnée par des décennies de nationalisme, de trahisons et de mensonges staliniens, n'est pas passé à l'action pour stopper la contre-révolution à qui Eltsine ouvrit grand les portes lorsqu'il prit le pouvoir en août 1991 et qui prit toute son ampleur dans l'année qui suivit, renversant totalement la révolution d'Octobre.

Malgré l'intention déclarée de la bureaucratie chinoise d'imposer une économie totalement régie par le marché, le secteur d'Etat représente encore plus de 40 % de l'économie chinoise. Dans un article écrit peu avant l'accord commercial avec les Etats-Unis, le magazine de Hong-kong *Far Eastern Economic Review* (7 octobre 1999) expliquait : « *C'est précisément parce que les entreprises d'Etat jouent traditionnellement un rôle tellement important en ce qui concerne l'emploi et la protection sociale que Pékin hésite à démanteler le système trop rapidement [...]. On craint à Pékin que jeter sur le pavé des millions de gens ne provoque une instabilité politique et sociale.* » Comme Trotsky l'expliquait à propos du régime de Staline, la bureaucratie « *continue à défendre la propriété étatisée par crainte du prolétariat* ».

Il est certain que les staliniens de Pékin sont allés beaucoup plus loin dans la voie de la restauration capitaliste que la bureaucratie soviétique ne l'avait fait à la fin des années 1980, condamnant ainsi des secteurs de plus en plus larges de la société chinoise à une misère effroyable. Des dizaines de millions de paysans ruinés et des jeunes ruraux qui n'ont aucun moyen de subsistance à la campagne ont afflué dans les villes pour y chercher du travail. Mais avec la pénurie d'emplois urbains,

Disponible en chinois



Commande :
Le Bolchévik
B.P. 135-10, 75463 Paris cedex 10

La Chine à un tournant : révolution politique ouvrière ou esclavage capitaliste ?

5FF
(24 pages)



Déclaration de principes et quelques éléments de programme de la LCI
5FF (20 pages)



Spartacist
édition française n° 32
12FF (56 pages)

beaucoup de ces migrants – on estime qu'ils sont deux millions rien qu'à Pékin – sont sans domicile fixe, contraints de mendier ou de se prostituer pour survivre. Les sources officielles chinoises elles-mêmes prévoient que d'ici 2006, les sans-emploi et les « sans emploi à temps plein » représenteront presque 20 % de la population en âge de travailler, tandis que d'après certaines estimations le taux de chômage réel est déjà de 20 %. Avec la perte d'emploi disparaissent aussi les prestations sociales – logement, soins médicaux, éducation et retraites – qui étaient liées à l'emploi dans les industries d'Etat.

Les femmes et les personnes âgées sont parmi les plus durement touchées par les attaques contre le « bol de riz garanti ». Près des deux tiers des employés licenciés par les entreprises d'Etat sont des femmes, qui de ce fait se retrouvent avec des retraites moins élevées. Aujourd'hui, dans les campagnes appauvries, les familles rurales qui ne peuvent pas payer les frais scolaires gardent souvent leurs filles à la maison. Comme on revient au système de l'exploitation familiale et aux attitudes sociales réactionnaires qui l'accompagnent, on considère qu'il ne sert à rien d'envoyer les filles à l'école. En même temps, l'enlèvement des femmes vendues ensuite comme « épouses », un des fléaux d'avant la révolution, a fait sa réapparition. Les travailleurs âgés se retrouvent dans une situation de plus en plus désespérée à mesure que les retraites et la prise en charge des soins médicaux auxquelles ils avaient autrefois droit se réduisent comme peau de chagrin.

Un parti trotskyste chinois prendrait des mesures spéciales pour organiser les travailleurs migrants surexploités qui forment un lien potentiellement puissant entre la classe ouvrière urbaine et les vastes régions paysannes du pays. Il se ferait le champion des droits des femmes, défendrait leurs emplois et lutterait contre le retour à l'esclavage aux mains des entrepreneurs et des tyrans domestiques.

Les pontes de l'AFL-CIO sont le fer de lance de la campagne contre la Chine

L'OMC, qui succède à l'Accord général sur le commerce et les droits de douane, est un des piliers du « nouvel ordre mondial » post-soviétique ; il prescrit des politiques « néo-libérales » qui visent à l'exploitation sans entrave des pays du tiers monde par les industriels et les financiers d'Amérique, de l'Europe de l'Ouest et du Japon. La droite qui défend le nationalisme économique aux Etats-Unis, ainsi que toutes sortes de militants de gauche, considèrent souvent que l'OMC et le Fonds monétaire international (FMI) sont des agences mondiales toutes-puissantes qui imposent leur loi aux Etats membres. En réalité, l'OMC, le FMI, la Banque mondiale et autres sont basés sur des accords entre les Etats impérialistes d'Amérique, de l'Europe de l'Ouest et du Japon, et représentent une série de compromis entre leurs intérêts nationaux divergents. Et les accords de ce genre sont rompus quand ces intérêts nationaux l'exigent, car les puissances impérialistes sont en concurrence pour des sphères d'exploitation parmi lesquelles une Chine capitaliste serait la poule aux œufs d'or. La contre-révolution en Chine ne produirait pas un grand bond dans le développement économique grâce aux investissements impérialistes : au contraire, elle transformerait le pays en champ de bataille entre grandes puissances capitalistes férocement rivales.

Les impérialistes souhaitent une restauration capitaliste « à froid », d'en haut, qui serait menée à bien par des éléments dirigeants de la bureaucratie de Pékin ; mais certaines fractions de la bourgeoisie américaine veulent combiner la guerre économique et la pression militaire, à l'instar de l'offensive de la deuxième guerre froide contre l'Union soviétique des années 1980. [Aux Etats-Unis] aujourd'hui, on compte parmi les principaux avocats d'une offensive de guerre froide contre la Chine, tant

– En bloc avec la bureaucratie de l'AFL-CIO américaine –

Le PT de Lambert pour la « démocratie » capitaliste en Chine

Le Parti des travailleurs (PT) de Pierre Lambert a consacré le principal article de sa revue théorique, *la Vérité* (n° 25, décembre 1999), à l'OMC et la Chine. Il y caractérise ainsi les enjeux de l'entrée de la Chine dans l'OMC : « La "mise en conformité" de l'économie chinoise avec les règles de l'OMC, c'est la liquidation de la "propriété d'Etat", la prise en mains de secteurs entiers de l'économie par l'impérialisme, en fait, la destruction de l'économie nationale chinoise telle qu'elle s'est constituée. Ce sont l'unité et l'indépendance de la nation chinoise qui sont elles-mêmes menacées. »

En fait il présente la Chine comme si c'était un pays capitaliste gouverné par des sociaux-démocrates et dont les services publics seraient menacés de privatisation. Mais le capitalisme a été exproprié en Chine grâce à la Révolution de 1949, même si l'Etat ouvrier était déformé bureaucratiquement dès le départ. L'enjeu pour la Chine aujourd'hui ce n'est pas le démantèlement des services publics, c'est la restauration du capitalisme.

Tout le programme des lambertistes pour la Chine se résume à la lutte pour la démocratie bourgeoise, ce qui veut dire rien moins que la *contre-révolution* dans l'Etat ouvrier déformé chinois. Et c'est une vieille histoire pour les lambertistes, qui ont concrètement pris le côté de l'impérialisme international dans la guerre froide contre l'ex-Union soviétique ; ils se sont ainsi retrouvés de l'autre côté de la ligne de classe au moment où la pression s'amoncelait pour la restauration en 1991-1992 du capitalisme en Russie et pour la contre-révolution dans les pays d'Europe de l'Est, qui ont amené l'« épuration ethnique » et la misère à des millions de personnes.

On peut voir avec qui se range le PT sur la question de la Chine. A Seattle, le PT s'est retrouvé en bloc avec la bureaucratie syndicale américaine pro-capitaliste de l'AFL-CIO. Pierre Lambert a salué comme une « précieuse contribution » la déclaration de Sweeney, le dirigeant de l'AFL-CIO, quand celui-ci a dénoncé « l'exportation [par la Chine] de marchandises produites par le travail des enfants et l'esclavage » (*Informations ouvrières* n° 412, 24-30 novembre 1999).

Le PT a dissimulé le caractère non seulement antichinois mais aussi horriblement chauvin américain des manifestations de l'AFL-CIO, notamment le protectionnisme contre le tiers monde où l'AFL-CIO est bien souvent connue sous le nom d'AFL-CIA pour son soutien à diverses juntes militaires en Amérique latine et en Asie (voir notre article ci-contre). Voilà les partenaires de Lambert pour la « démocratie » en Chine !

De même le PT est pour la constitution en Chine de « syndicats indépendants » pour défendre la « démocratie », pas les intérêts de classe du prolétariat : « Tous ces militants, défenseurs des libertés démocratiques, même s'ils ne sont pas obligatoirement partisans de la propriété sociale ou contre la restauration de la propriété privée qui sème le chaos, considèrent que, pour conjurer la catastrophe qui s'annonce, il faut rétablir tous les droits démocratiques pour leur exercice effectif, notamment permettre que se constituent des syndicats indépendants » (*la Vérité* n° 25, décembre 1999).

Les lambertistes sont donc prêts à faire des blocs avec des défenseurs de la « démocratie » même si ceux-ci ne s'opposent pas à la « restauration de la propriété privée », en d'autres termes avec des contre-révolutionnaires. Pour les trotskystes au contraire, ceux qui ne se battent pas jusqu'aux dernières barricades pour défendre un Etat ouvrier déformé contre la contre-

révolution soutenue par l'impérialisme, ne sont vis-à-vis de la classe ouvrière que des traîtres aux mains couvertes de sang.

Le chéri des lambertistes, Han Dongfang (son représentant en France, Cai Chongguo, est régulièrement interviewé dans le journal du PT *Informations ouvrières*), publié à Hongkong le journal *Bulletin des travailleurs chinois*, qui a reconnu que son rédacteur en chef avait participé à des émissions de la Voix de l'Amérique et de Radio Free Asia, deux radios anticommunistes officielles de l'impérialisme US ! Donc, quand les lambertistes parlent de « démocratie » sans préciser pour quelle classe, c'est bien de la « démocratie » bourgeoise qu'ils parlent. Les « syndicats » qu'ils veulent construire sont « indépendants » de l'Etat ouvrier, mais dépendants de l'impérialisme capitaliste.

Et ils n'en sont pas à leur coup d'essai. Pendant toute la guerre froide dans les années 80, l'appel à des « syndicats indépendants » était devenu la spécialité de ces larbins de l'impérialisme dans les syndicats. Les lambertistes étaient les champions de Solidarność en Pologne, qui, tout en prétendant être un « syndicat », était en réalité une organisation contre-révolutionnaire financée par la CIA, via la bureaucratie syndicale de l'AFL-CIO et en France de Force ouvrière – où les lambertistes sont très fortement implantés jusque dans la direction depuis les années 60. FO était le produit de la scission en 1947 de la CGT, une scission organisée par l'AFL-CIO et financée par la CIA. A cette époque FO a travaillé de pair avec les bureaucrates syndicaux « patriotes » américains pour écraser la CGT et le Parti communiste ; FO est allée jusqu'à tuer des ouvriers pendant les grandes grèves de 1947 (voir notre article « UNI, FO, Solidarność et les dollars de Reagan – Le salaire de l'antisoviétisme », paru dans *le Bolchévik* n° 59, décembre 1985).

Solidarność a pris le pouvoir en 1989, et, en matière de « démocratie », a détruit l'Etat ouvrier déformé polonais et privatisé l'économie, et imposé l'Eglise catholique partout dans les écoles et à la télévision. Les femmes sont les principales victimes du chômage de masse qui a été réintroduit et l'avortement a été interdit (voir notre article dans le numéro précédent du *Bolchévik*). La bureaucratie syndicale de l'AFL-CIO et les lambertistes ont œuvré de pair, chacun à sa mesure, pour la contre-révolution en Pologne au nom des « syndicats libres » ou des « syndicats indépendants ». Ils se retrouvent maintenant ensemble contre la Chine.

L'histoire des lambertistes, surtout depuis les années 70, est faite de stalinophobie enragée. En prenant les crimes du stalinisme comme prétexte, la social-démocratie et ses suivistes « de gauche », comme les lambertistes, ont soutenu l'antisoviétisme de leur « propre » bourgeoisie, qui menait depuis 1917 une croisade pour détruire la Russie soviétique. Nous les trotskystes au contraire avions lutté pour stopper la contre-révolution de Solidarność. Y compris nous avions soutenu militairement le contre-coup d'Etat de Jaruzelsky contre Solidarność en décembre 1981. Nous luttons en même temps pour une révolution politique prolétarienne pour renverser la bureaucratie stalinienne, dont la politique d'apaisement de l'impérialisme, de l'Eglise catholique et autres forces pro-capitalistes conduisait la Pologne au bord du gouffre. Et aujourd'hui encore nous sommes à notre poste pour défendre les Etats ouvriers déformés restants, dont la Chine, contre toute attaque de l'impérialisme ou de la contre-révolution intérieure. Pour un parti trotskyste internationaliste ! ■

la bureaucratie syndicale pro-Parti démocrate que la droite du Parti républicain.

John Sweeney, président de l'AFL-CIO, déclarait le mois dernier au National Press Club que le gouvernement Clinton « s'abaisse pour parvenir à un accord avec la Chine qui traite les droits de l'Homme comme un désagrément dont on peut se passer ». La bureaucratie de l'AFL-CIO combine l'hostilité anticommuniste envers la Chine avec un protectionnisme commercial chauvin sur le thème « préservons les emplois américains ». L'agitation contre les importations en provenance de Chine (ou du Japon) a invariablement de forts relents de racisme anti-« péril jaune ». L'hystérie anti-asiatique attisée par les pontes du syndicat de l'automobile pendant leur campagne contre les voitures japonaises dans les années 1970 a directement conduit à l'assassinat par deux racistes, dont un était contremaitre chez Chrysler, de Vincent Chin, un Américain d'origine chinoise, devant une boîte de nuit de De-

troit en 1982. Aujourd'hui, les tirades protectionnistes et anticommunistes que les pontes syndicaux font contre la Chine alimentent directement le virulent racisme antichinois attisé par la persécution de Wen Ho Lee, un scientifique d'origine taïwanaise travaillant à Los Alamos qui début 1999 a été inculpé d'espionnage au profit de la Chine, une accusation absurde (voir « L'hystérie des "espions chinois" attise le racisme anti-asiatique », *Workers Vanguard* n° 719, 17 septembre 1999).

En même temps, ces lieutenants ouvriers de l'impérialisme américain feignent de se préoccuper du sort des ouvriers chinois. La Chine, prêchait Sweeney devant le Club de la presse, est un pays « où quiconque tente d'organiser un syndicat est immédiatement arrêté et emprisonné ». Les bureaucrates syndicaux américains se fichent totalement des droits et des intérêts des ouvriers, en Chine ou ailleurs. La bureaucratie de l'AFL-CIO a collaboré étroitement avec le gouvernement améri-

cain pour mettre en place des juntes militaires antiouvrières dans toute l'Amérique latine et dans toute l'Asie et pour les y maintenir ; elle a joué un rôle capital dans la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS, notamment en soutenant Solidarność en Pologne. Les responsables de l'AFL-CIO étaient parmi les « faucons » les plus virulents dans les guerres contre-révolutionnaires de l'impérialisme US, en Corée à la fin des années 1950 et au Vietnam dans les années 1960 et au début des années 1970. Dans une grande partie du tiers monde, la fédération syndicale américaine est connue sous le sobriquet d'« AFL-CIA ».

Avec leur anticommunisme et leur protectionnisme chauvin, les pontes de l'AFL-CIO contribuent à enchaîner les ouvriers américains à leur ennemi de classe capitaliste. Politiquement, c'est par l'intermédiaire du soutien que la bureaucratie syndicale apporte au Parti démocrate

Suite page 14

Le mythe répandu par de Gaulle et le PCF démasqué

1962 - Défaite de l'impérialisme français en Algérie

Depuis plus d'une décennie, une guerre civile larvée entre les intégristes islamistes et le régime nationaliste du FLN ravage l'Algérie. Bien qu'il se soit débarrassé des chaînes du colonialisme, le régime nationaliste bourgeois, toujours relié par des milliers de liens à l'impérialisme et craignant sa propre classe ouvrière, a été incapable d'apporter aux masses algériennes une véritable indépendance par rapport à l'impérialisme et n'a guère pu, à long terme, améliorer la condition des masses aujourd'hui écrasées par les exigences du FMI. Cette faillite du nationalisme confirme par la négative la théorie de la révolution permanente de Trotsky selon laquelle dans les pays coloniaux et néo-coloniaux, « la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de libération nationale ne peut être que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes ».

Comme le montre le texte ci-dessous soumis par le camarade Bruce André lors d'une discussion interne sur l'Algérie en 1998, les conditions existaient pour la révolution prolétarienne en Algérie. Le prolétariat algérien, en Algérie et en France, aurait pu prendre la tête des masses algériennes dans la lutte pour l'indépendance. En France cette guerre créa une profonde crise sociale, indiquant que le prolétariat et les masses algériennes auraient pu rencontrer un soutien dans le prolétariat du pays colonisateur et parmi les jeunes ouvriers mobilisés dans l'armée française. Mais les directions staliniennes du PCF et de la CGT ont détourné ces impulsions et ont soutenu l'impérialisme français, tandis que les partisans de Michel Pablo (les prédécesseurs pseudo-trotskyistes du Secrétariat unifié d'Alain Krivine) soutenaient politiquement le nationalisme bourgeois algérien.

C'est une « idée reçue » presque universellement acceptée en France, y compris par presque toute la gauche, que la France n'a pas été vaincue dans la guerre d'Algérie. Pratiquement toutes les études historiques sur la guerre d'Algérie disent explicitement que les forces françaises ont gagné « militairement » et que de Gaulle a « accordé » l'indépendance à l'Algérie. Même les pablistes écrivaient à l'époque que la guerre « se termine par une "paix de compromis" qui reflète le rapport de force sur le terrain militaire » (*Quatrième Internationale*, avril 1962). L'objet de ce document est de résumer le résultat de recherches que j'ai faites en retraçant les origines de ce mythe et les mensonges et les distorsions utilisés par la bourgeoisie et ses idéologues pour le perpétuer.

L'origine du mythe est facile à localiser, puisqu'il vient directement de Charles de Gaulle lui-même. C'est déjà au général qu'on devait en grande partie le mythe que la bourgeoisie française avait « résisté » au nazisme, alors qu'en fait, elle avait activement raflé les Juifs français pour les envoyer dans les chambres à gaz. Voici comment de Gaulle voulait que l'histoire de l'indépendance algérienne soit racontée : « D'abord, c'est la France, celle de toujours, qui, seule, dans sa force, au nom de ses principes et suivant ses intérêts, l'accorderait aux Algériens » (*Mémoires d'espoir*, 1970).

C'est la ligne qui a été reprise par



manifestation de travailleurs algériens à Paris, le 9 mars 1956. Trois jours plus tard le PCF votait les Pouvoirs spéciaux pour la répression coloniale en Algérie.

presque toutes les histoires de référence sur la guerre d'Algérie. L'histoire de la guerre la plus lue en France est l'ouvrage en quatre tomes du journaliste Yves Courrière, *la Guerre d'Algérie* (1968-71). Courrière affirme que les forces françaises ont remporté une « victoire militaire » sur le FLN, qu'il décrit dans les dernières années comme « moribond » et « à bout ». L'historien britannique Alistair Horne, dans la principale histoire de la guerre d'Algérie en langue anglaise, écrit que la direction du FLN refusait de reconnaître « sa défaite sur le plan militaire et [voir] les avantages d'un compromis raisonnable » (*Histoire de la guerre d'Algérie*, 1980).

Les pablistes ont aussi adhéré au mythe que le FLN n'a pas remporté de « victoire militaire ». Leur groupe français écrivait à propos des accords par lesquels la France reconnaissait l'indépendance de l'Algérie : « les accords d'Evian sont [...] un compromis, correspondant au rapport des forces et non une victoire totale, globale, de la Révolution algérienne sur l'impérialisme français » (*la Vérité des travailleurs*, avril 1962).

Un groupe pabliste algérien fut créé au milieu des années 70, et sa première publication fut une brochure reprenant les mythes de la bourgeoisie... et y rajoutant quelques-uns des siens. Ils prétendent que durant la guerre d'Algérie, il y eut une « faillite militaire totale du F.L.N. » (*la Crise du capitalisme d'Etat et du bonapartisme en Algérie*, avril 1978) et que les accords d'Evian garantissent tellement « les intérêts impérialistes en Algérie » que « les structures étatiques léguées par le colonialisme ne sont pas modifiées d'un poil » ! Pas une fois, en 62 pages, cette brochure ne pipe mot du fait que, à l'époque, les pablistes caractérisaient le régime de Ben Bella de « gouvernement ouvrier et paysan » ou que Michel Pablo, alors dirigeant du SU, était membre du gouvernement.

En fait, le mythe qu'il y a eu un « match nul » militaire et que la France s'est retirée volontairement, est accepté

par beaucoup d'Algériens, et le nationalisme algérien est largement responsable de cela. Voici ce que Ferhat Abbas, éminent dirigeant politique bourgeois, qui devint le président du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) du FLN, écrivait de l'homme qui, plus que tout autre, était responsable de la mort de plus d'un million d'Algériens, de l'utilisation de la torture à grande échelle, et la déportation dans des « centres de regroupement » (camps de concentration) de deux millions de gens, soit un quart de la population du pays : « En tournant le dos à "l'esprit de l'empire", en brisant le cercle vicieux du concept colonial, le Général de Gaulle a su imposer une solution à un problème qui paraissait insoluble. Son courage, sa lucidité, sa ferme détermination, eurent raison des multiples obstacles semés sur sa route. Il fit droit à nos revendications et à l'héroïsme de nos combattants. Ainsi mit-il fin à la guerre d'Algérie » (Ferhat Abbas, *Autopsie d'une guerre*, 1980).

Même les partisans du FLN qui ne révèrent pas autant de Gaulle sont aveuglés par le nationalisme et ne voient pas la profonde crise sociale qui a accompagné la guerre d'Algérie. Au musée de l'Armée, à Alger, le thème qui domine, c'est la disproportion écrasante entre la puissance de feu du FLN et celle de l'armée coloniale française. Les armes du FLN, toutes de l'armement léger, incluant des mortiers et des grenades de fabrication artisanale, sont opposées à un débris d'avion français abattu et à une bombe de 700 kilos non détonnée. Plusieurs vitrines représentent les barrières électrifiées qui s'étendaient le long des frontières tunisienne et marocaine et empêchaient le FLN d'amener de l'artillerie (qui avait été clé dans la victoire vietnamienne de Dien Bien Phu). De grandes peintures sur les murs dépeignent des groupes isolés de combattants de la guérilla en train d'être détruits par des hélicoptères, des tanks, des véhicules blindés et de l'artillerie. C'est un témoignage émouvant à ceux qui ont maintenu la lutte dans des conditions terrifiantes. Mais le présenter de cette façon, comme

un face à face purement militaire, ne répond pas à la question de savoir comment le FLN a été capable de remporter la victoire sur le colonialisme français.

C'est précisément cette question qui a été soulevée il y a un peu plus d'une dizaine d'années à une conférence d'historiens sur la guerre d'Algérie patronnée par le gouvernement algérien (« le Retentissement de la révolution algérienne », Alger, 1984). Là, l'historien britannique Michael Brett a contesté l'idée que « la France ait été en train de gagner en 1958 et avait gagné à la fin de 1959 », et que de Gaulle s'était alors « retiré » d'Algérie « parce qu'il avait une autre idée de la grandeur nationale ». Brett remarque que « le contraste frappant » que les historiens ont fait « entre la défaite militaire et la victoire politique du FLN » semble être un « paradoxe », et il a prudemment suggéré que l'explication pourrait « dépendre du cours des événements en France déclenchés par la guerre ». Aucun historien n'a relevé le défi à ce moment-là, et aucun ne l'a fait depuis.

Comme dans la plupart des guerres coloniales, le peuple algérien a gagné en grande partie parce que sa lutte a provoqué une profonde crise sociale en France et a détruit la volonté de la bourgeoisie de se battre. Pourtant ceci est presque entièrement absent des livres d'histoire – et les staliniens comme les nationalistes algériens ont participé à cette supercherie.

Les ouvriers français et algériens dans la guerre d'Algérie

La première explosion de lutte de classe provoquée par la guerre, ce fut une vague de mutineries de soldats qui refusaient d'aller en Algérie ; dans beaucoup de cas, ils étaient appuyés par des grèves ouvrières. Ces manifestations, qui ont commencé en septembre 1955, moins d'un an après les premières attaques de guérilla du FLN, et ont duré à peu près jusqu'à juin 1956, ont touché des dizaines de villes françaises grandes et moyennes, impliquant souvent des centaines d'ouvriers dans des batailles rangées avec la police.

Une des premières révoltes de soldats, et parmi les plus importantes, eut lieu à Rouen. Le 6 octobre 1955, il y eut une révolte de 600 soldats en bivouac à la caserne Richepanse, à Petit-Quevilly, sur le point d'être envoyés en Algérie. Ils chassèrent leurs officiers, mirent à sac leurs baraquements et barricadèrent les entrées. Le jour suivant, les dockers, les cheminots et d'autres ouvriers des usines environnantes, répondant à un tract distribué par la jeunesse du PCF et des syndicalistes de la CGT, se mirent en grève en soutien aux soldats. Lorsque les CRS essayèrent de reprendre la caserne, plusieurs milliers d'ouvriers les encerclèrent et firent pleuvoir des briques sur eux. Les affrontements se poursuivirent tard dans la nuit. Des tas de flics blessés étaient évacués des lieux, et 60 cars de CRS durent être dépêchés en renfort depuis d'autres villes.

Au printemps 1956, les grèves de 24 heures contre la guerre commençaient à toucher des villes et des régions entières, surtout dans les régions minières, où il y avait une part importante d'ouvriers algériens parmi la main-d'œuvre. Le 30 avril 1956, des ouvriers en grève, manifestant

contre la guerre, paralyserent la ville minière de Firminy pendant 24 heures. Le 9 mai, dans toute la région de la Loire, 9 000 mineurs débrayaient pendant 24 heures contre la guerre d'Algérie et pour des augmentations de salaire. Le 20 mai, Saint-Julien était paralysé par une grève d'une journée contre la guerre. Et une semaine plus tard, quelque 10 000 mineurs du bassin minier du Gard dans le sud de la France firent 24 heures de grève, appelant à un « cessez-le-feu » en Algérie, en plus de leurs revendications salariales.

Le seul livre ou presque qui daigne mentionner un minimum ce mouvement sans précédent c'est *la Guerre d'Algérie* (1981) du PCF, en trois tomes, édité par Henri Alleg, ancien dirigeant du Parti communiste algérien. Mais Alleg ne cite les manifestations que pour mieux argumenter qu'elles avaient « une valeur surtout symbolique », « une ampleur limitée », et qu'elles « ont eu souvent une durée très limitée », que « les effectifs rassemblés sont souvent très limités ». En réalité, les dirigeants staliniens firent tout leur possible – dans le cadre de leur soutien au gouvernement de front populaire dirigé par les socialistes, qui était en train d'intensifier brutalement la guerre – pour empêcher les révoltes de soldats et d'ouvriers contre leurs officiers de se transformer en une lutte consciente contre le gouvernement, ce qui aurait pu conduire à une situation révolutionnaire. *L'Humanité*, journal du PCF, se contentait de publier une sorte d'encadré style « résultat des courses », en pages intérieures, contenant un résumé laconique des révoltes de la journée précédente (bien souvent, les militants du PCF n'entendaient parler des manifestations des villes voisines que lorsqu'ils étaient arrêtés et se retrouvaient en prison avec leurs

Pendant ce temps-là, l'Algérie était parcourue par une vague de grèves sans précédent, particulièrement des puissants dockers, qui paralyserent le pays à plusieurs reprises (à part quelques références d'Alleg, il n'en est fait mention dans aucune des histoires de la guerre d'Algérie, y compris celles écrites par des nationalistes algériens). En décembre 1954, six semaines après les premières attaques de guérilla du FLN, les dockers d'Oran, parmi lesquels il y avait une forte minorité d'ouvriers d'origine européenne, refusaient de décharger des cargaisons d'armes destinées à l'armée française. Lorsque les dockers d'Oran furent lock-outés, les dockers d'Alger se mirent en grève en solidarité. En juin 1955, la police française attaqua une réunion syndicale à Philippeville [Skikda] et arrêta trois dirigeants syndicaux, provoquant une grève nationale des dockers qui paralysa tous les ports du pays pour plusieurs jours. En juillet 1956, le FLN et l'UGTA, la fédération syndicale qu'il venait de former et qu'il dirigeait, appelèrent à une grève générale de 24 heures pour marquer l'anniversaire de l'intervention coloniale française de 1830. Malgré l'explosion d'une bombe terroriste au quartier général de l'UGTA et l'arrestation de la direction de l'UGTA toute entière, ce fut la plus grande grève que l'Algérie ait jamais vue, démontrant clairement la puissance sociale de la classe ouvrière de ce pays, malgré sa taille relativement petite. Chose intéressante, la grève mobilisa aussi un nombre significatif d'ouvriers d'origine européenne. Des milliers d'ouvriers furent licenciés pour avoir participé à cette grève, y compris bon nombre d'ouvriers juifs et d'ouvriers d'origine européenne (*L'Algérien en France*, août 1956).



J.-P. Marais

1956: des ouvriers et des soldats bravent les flics pour empêcher le départ d'un transport de troupes pour l'Algérie.

force de classe séparée avec ses propres organisations de masse.

Avec la mise en place du régime bonapartiste de de Gaulle, en mai 1958, la bourgeoisie enraya temporairement la crise sociale. De Gaulle imposa des mesures d'austérité, démolit les conventions collectives et accrut sauvagement la répression en Algérie. En 1959, les vastes ratissages militaires de l'armée française dans les campagnes avaient obligé le FLN à se fractionner en petites unités isolées qui dépensaient presque toutes leurs forces simplement à essayer de survivre. C'est à ce moment-là que la bourgeoisie française prétend avoir remporté une « victoire militaire ». Mais l'état-major qui répétait à longueur de temps qu'on en était « au dernier quart d'heure » de la guerre, parlait de trahison à la moindre allusion à un retrait des soldats français d'Algérie.

Les pablistes, qui acceptaient totalement le mensonge bourgeois que la lutte de libération nationale avait été vaincue, déclarèrent qu'« on n'a pu arriver à une solution décisive au niveau strictement militaire ». Ils proposèrent une « solution transitoire » qui mérite d'être citée extensivement : « [...] l'intérêt de l'impérialisme pour les pétroles et autres richesses du Sahara est incontestablement actuellement à la base de son acharnement à maintenir l'Algérie sous son contrôle effectif. Pour lui faciliter le dégagement de cette position, le gouvernement algérien pourrait envisager pour toute une période la constitution d'une société mixte de l'exploitation du Sahara, avec participation de l'Etat algérien [et] des capitaux français, [...] la condition sine qua non étant que l'Etat algérien détienne la majorité absolue des parts. D'autre part les profits de cette exploitation pourraient couvrir des indemnités à envisager aux agrariens et industriels européens d'Algérie à exproprier » (*Quatrième Internationale*, mai 1959). C'était proposer ouvertement un régime explicitement capitaliste et néo-colonial en Algérie, qui servirait de comprador pour le pillage impérialiste du pays.

La défaite de la bourgeoisie française : ce que de Gaulle appelle une « victoire »

Le fait que la bourgeoisie française n'ait pas subi une défaite écrasante ponctuelle sur le champ de bataille, comme à Dien Bien Phu, lui a bien sûr facilité la tâche de réécrire l'histoire. Mais cette bataille a été une bataille exceptionnelle dans les annales de la lutte anticoloniale. Ce qui laissa vraiment les mains libres à la bourgeoisie pour fabriquer son mythe ce fut, surtout, le fait que les staliniens ont pleinement participé à la supercherie. La première fois que de Gaulle évoqua la possibilité d'« autodétermination » pour l'Algérie, en septembre 1959, les staliniens français déclarèrent que c'était une « manœuvre » pour couvrir une politique de « guerre à outrance » (à cette époque, ils appelaient de Gaulle un « fasciste »). Mais la bureau-

cratie du Kremlin, qui se fichait éperdument du sort de l'Algérie, désirait par contre vivement perpétuer les tensions entre de Gaulle et Washington. Krouchtchev en profita donc pour déclarer dramatiquement son soutien à la position de de Gaulle et vint en visite officielle à Paris. La direction du PCF fut donc obligée de faire une « autocritique » gênée de son « erreur » qui avait « désorienté le parti » (cité dans Jean Poperen, *la Gauche française*, 1972).

Pourtant, fin 1959, alors même que le régime gaulliste proclamait la « victoire », une vague de défaitisme bourgeois commença à monter dans la bourgeoisie. Celle-ci voyait que même la sauvagerie sans égal de de Gaulle n'apportait aucun signe que la fin de la lutte anticoloniale était en vue. En 1960 il y avait des signes indéniables d'un retournement dans l'opinion publique. Un mouvement étudiant antiguerre avait surgi, symbolisé par l'UNEF ; cette association étudiante corporatiste encroûtée était en train de se transformer en un mouvement de masse dominé par des groupes de gauche concurrents. Pendant ce temps, l'intelligentsia de gauche commençait ouvertement à prendre le côté de la lutte d'indépendance algérienne. Le procès en septembre 1960 d'un groupe de porteurs de valises (ceux qui aidaient le FLN à transporter de l'argent, etc.) provoqua un manifeste de soutien de 121 intellectuels de premier plan. Signé par toute une tranche de l'élite culturelle du pays – Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Pierre Boulez, André Breton, Marguerite Duras, François Truffaut, Vercors, etc. –, il déclarait qu'il était « justifié » de se livrer à des actes d'« insoumission, de désertion, aussi bien que de protection et d'aide aux combattants algériens » (Hervé Hamon et Patrick Rotman, *les Porteurs de valises*, 1979).

Suite page 8



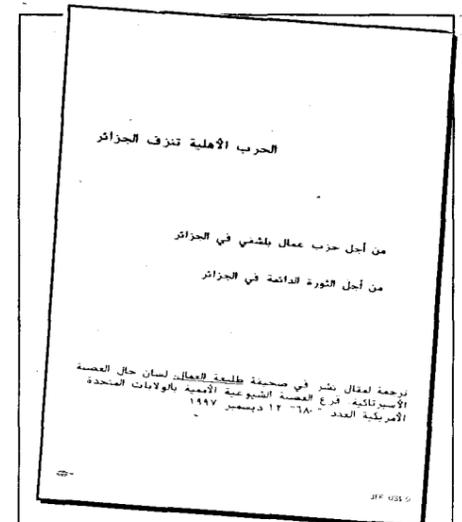
Sans crédit

La lutte victorieuse des masses algériennes a chassé les colonialistes français au prix de sept ans de guerre et plus d'un million de morts.

camarades d'autres villes). Personne n'a essayé d'écrire l'histoire de cette formidable explosion de lutte de classe. En fait les seules traces écrites que nous ayons – en attendant que les archives de la police et du PCF soient accessibles – ce sont de brèves allusions dans *L'Humanité* et dans la presse bourgeoise, ainsi que des anecdotes publiées par d'anciens participants (la plus grande partie de ce que j'ai appris sur les événements de Rouen vient d'interviews avec un ancien participant, qui m'a donné des copies de vieilles coupures de journaux et des tracts).

Les dirigeants de la classe ouvrière étant ceux qui soit directement menaient la guerre, soit soutenaient le gouvernement, les manifestations de soldats et d'ouvriers s'étiolèrent, mais les grèves sur des revendications économiques continuèrent de monter en flèche. En 1957, le nombre de grèves était supérieur à tout ce qu'il y avait eu depuis 1936, l'année de la grève générale (Edward Shorter et Charles Tilly, *Strikes in France, 1830-1968* [Les grèves en France, 1830-1968], 1974). Il y avait une participation importante d'ouvriers algériens (qui étaient près d'un demi-million en France à la fin de la guerre), potentiellement un pont humain vers la lutte de classe en Algérie. Même le journal du PCF admettait que « les ouvriers algériens sont parmi les plus combattifs dans les luttes communes » (*L'Algérien en France*, octobre 1956).

Les ouvriers algériens continuèrent à se battre pendant tout l'automne de 1956. Le 10 août, une grève des dockers d'Alger contre un attentat terroriste dans la Casbah dura plusieurs jours et se transforma en grève générale de la capitale. Le 1^{er} novembre 1956, jour anniversaire du début de l'insurrection du FLN, une grève générale appelée par l'UGTA paralysa la presque totalité du pays (et les ouvriers tunisiens s'y joignirent). Finalement, en janvier 1957, le FLN lança une grève générale catastrophique d'une semaine, tentative illusoire (et vaine) d'influencer un débat sur l'Algérie programmé à l'ONU. Le premier ministre socialiste, Guy Mollet, venait de donner à l'armée française les pleins pouvoirs en Algérie (par le décret des Pouvoirs spéciaux qui était passé avec le soutien du PCF), et la grève fut brutalement écrasée. Dans la vague de terreur qui s'ensuivit pendant plusieurs mois, et qui est connue sous le nom de « Bataille d'Alger », des milliers de personnes furent arrêtées, battues et torturées. Le FLN, bien que momentanément déraciné dans la capitale, allait continuer la lutte de guérilla dans les campagnes. Mais l'UGTA avait été écrasée. Durant le reste de la guerre d'indépendance, la classe ouvrière algérienne participera à bon nombre de grèves nationales appelées par le FLN, mais seulement en tant que partie du « peuple » sous une direction nationaliste petite-bourgeoise, et non plus comme une



3FF

« La guerre civile saigne l'Algérie »
publié en français
dans le *Bolchévik* n°145

Pour toute commande :
LB - BP 135-10 - 75463 Paris cedex 10

Algérie...

Suite de la page 7

Dans l'armée française, la démoralisation de plus en plus grande parmi les officiers allait de pair avec les états d'âme défaitistes dans la bourgeoisie. Comme l'a résumé un historien : « Au fur et à mesure qu'on avançait, en 1960, on percevait distinctement que certains courants d'opinion étaient en train de changer dans l'armée [...] Peu d'officiers étaient ravis à l'idée d'abandonner l'Algérie au GPRA, mais un nombre grandissant d'entre eux réalisait que la fin de leur aventure était en vue et ils se soumettaient en silence à cet impératif » (George Kelly, *Lost Soldiers : The French Army and the Empire in Crisis 1947-1962* [Les soldats perdus : l'armée française et la crise de l'Empire, 1947-1962], 1965). Un chef de bataillon français écrivait dans une lettre de novembre 1960 : « L'armée en a assez ! L'armée aspire à la fin de la guerre ! Il s'agit bien sûr de l'armée des djebels, de l'armée qui se bat, c'est-à-dire de la majorité écrasante et non pas de la bureaucratie militaire des états-majors [...] » (*la Nouvelle Critique*, janvier 1961).

Pourtant, même si le gouvernement était de plus en plus vulnérable, en fait même pour cette raison, les stalinien et les sociaux-démocrates évitaient consciencieusement toute lutte de classe importante. Le *Wall Street Journal* (22 novembre 1960) signalait que « les syndicats du pays, qui ont fait montre d'une patience inhabituelle durant les deux ans et demi d'austérité de la Cinquième République, se préparent à pousser pour des augmentations de salaires longtemps différées, dès que la tension actuelle sur la crise algérienne sera retombée. »

Lorsque de Gaulle, lors de sa tournée en Algérie en décembre 1960, se retrouva face à des manifestations de masse sous les drapeaux du FLN, la guerre prit un tournant décisif. Tant de gens avaient participé – cela surprit même la direction du FLN – que les espoirs de de Gaulle de voir une « troisième force » pro-française, avec laquelle il aurait pu négocier un accord sur ses propres termes, s'évanouirent. Des soldats français se joignant aux colons fascistes attaquèrent la foule et firent des morts. Mais la vague de manifestations continua et de Gaulle dut finalement ordonner à l'armée d'arrêter les massacres. Un historien a résumé la signification de cet ordre : « Les événements de décembre 1960 préfiguraient la fin de la guerre [...] En interdisant à l'armée de réprimer l'adversaire, le gouvernement avait choisi le dialogue avec celui-ci. Moins de six semaines plus tard, la première rencontre avait lieu entre un représentant accrédité du gouvernement français et le Gouvernement provisoire de la République algérienne » (Paul-Marie de la Gorce, *The French Army, A Military-Political History* [L'armée française, une histoire politico-militaire], 1963).

L'historien militaire George Kelly note que les manifestations de masse pro-FLN « avaient rudement secoué les sentiments de l'armée et dissipé les rêves tenaces d'une Algérie "intégrée" [...] Le FLN avait gagné la "seconde bataille d'Alger" ».

Mais de Gaulle tourna les choses tout à fait différemment, et pratiquement tous les

historiens ont adopté sa vision. Plusieurs jours après les manifestations pro-FLN de décembre 1960, de Gaulle déclara « consentir » à ce que « les populations algériennes choisissent elles-mêmes leur destin », mais seulement à cause du « génie » traditionnel de la France « qui est de libérer les autres quand le moment est venu ». Dans ses mémoires, il ajoute : « la guerre est quasi finie. Le succès militaire est acquis ». Et : « Ce ne sont pas, d'ailleurs, les résultats militaires du F.L.N. qui me font parler comme je parle. »

En avril 1961, la tension qui s'accumulait dans la société française sous la pression de la guerre, explosa lorsque les soldats du rang en Algérie se mutinèrent en masse. Ce fut provoqué par une tentative de putsch des officiers français, qui voulaient empêcher des négociations avec le FLN. Là aussi, la bourgeoisie, avec l'aide indispensable des stalinien, a falsifié les faits historiques en cultivant sa version mythique des événements. Selon le mythe, les soldats du rang se seraient révoltés contre leurs officiers parce que de Gaulle avait fait appel directement à eux pour obtenir leur soutien dans une allocution radiodiffusée (la fameuse « bataille des transistors »). Mais une lecture attentive de la chronologie des événements montre que quand de Gaulle fit son discours à la radio, les soldats du rang s'étaient déjà mutinés depuis deux jours entiers. Le journaliste Henri Azeau admet ce fait : « la vérité oblige à reconnaître qu'au moment où le chef de l'Etat prit la parole [...] la plupart des unités du contingent dont les officiers n'étaient pas restés loyaux à la République étaient en révolte ouverte ou larvée » (*Révolte militaire - Alger*, 22 avril 1961, 1962).

L'appel de de Gaulle au contingent était clairement une tentative désespérée de regagner le contrôle de l'armée française en Algérie, pourtant aucun historien n'a reconnu ce fait évident. Les appelés français s'étaient révoltés spontanément quelques heures après le putsch de leurs officiers ; ils avaient occupé les bases militaires, arrêté leurs officiers, saboté les véhicules, coupé les communications et refusé d'appliquer les ordres. Les soldats du rang s'étaient emparés de la principale base militaire du pays, à Blida, avaient arrêté les officiers et levé le drapeau rouge de la révolution. Après avoir chassé les paras, les appelés avaient fêté cela en chantant la Marseillaise et l'Internationale. Pour défendre la base contre les paras français, ils avaient placé les avions de façon à ce que leurs mitrailleuses soient face au portail d'entrée. Pendant ce temps, d'autres appelés s'emparaient de la caserne d'Orléans à Alger, bloquaient les entrées avec des camions et tenaient les paras en échec, prêts à se servir de leurs armes. Les unités de la base aérienne d'Ouargla avaient établi des comités d'autodéfense, bloqué les pistes avec des camions et posté des gardes sur les voies d'accès.

Le discours de de Gaulle donna à la révolte des appelés un élan nouveau en la « légitimant » et en éliminant les énormes risques de punition pour sédition encourus individuellement par les soldats. Partout, les soldats refusaient d'aller en manœuvre ou d'exécuter les ordres. Comme le dit un des rares historiens qui aient écrit sur ces événements clés : « C'est le temps des grèves : grève des opérations [militaires],



Manifestation de jeunes conscrits contre l'envoi du contingent en Algérie

des transmissions, des chauffeurs de camion » (Jean-Pierre Vittori, *Nous les appelés d'Algérie*, 1977). A travers l'Algérie, les soldats arrêtaient les officiers qui soutenaient le putsch, les passant parfois à tabac et les séquestrant. Comme Azeau l'a noté, avec la révolte des soldats français, « un autre phénomène remarquable dans cette révolte du contingent est la solidarité de fait qui s'est établie pendant ces quelques jours entre le contingent et les musulmans ». Et cette solidarité « naissait de ce que les soldats du contingent et les musulmans se trouvaient pour quelques jours "du même côté de la barricade" ».

L'importance des syndicalistes et des militants de gauche dans la direction de la révolte des soldats a été largement reconnue. Mais avec le discours de de Gaulle, c'est la politique pro-capitaliste des dirigeants qui fut mise en avant. Des tracts apparurent en Algérie avec le slogan, « Un chef : le général de Gaulle » ; la croix de Lorraine, le symbole des gaullistes, fut peinte sur les hangars des bases aériennes occupées. En France, le PCF appela à une « grève » (à cinq heures du soir !) ; 12 millions d'ouvriers participèrent, beaucoup d'entre eux, comme les mineurs et les dockers, faisant grève pour une journée entière. Mais les stalinien firent en sorte que les mots d'ordre soient entièrement dirigés contre les « généraux factieux » d'Alger, et les manifestations furent donc même soutenues par les gaullistes. On peut avoir une idée des illusions du contingent en Algérie – mais aussi de la possibilité de faire le lien entre la révolte des soldats en Algérie et la lutte de classe des ouvriers français et algériens en France – dans cette lettre d'un appelé : « Dans la soirée du vendredi 24 avril, nos transistors sont à l'écoute de la magnifique grève de protestation [...] L'émotion est à son comble [...] lorsque parlent des gars de chez Renault » (Maurice Vaisse, *Alger le putsch*, 1983).

La révolte des soldats français, s'ajoutant au putsch des officiers, porta un grand coup à la capacité pour la bourgeoisie française de poursuivre la sale guerre coloniale. Dans l'année qui suivit, presque 2 000 officiers furent forcés de quitter l'armée, plusieurs régiments d'élite en Algérie furent dissous, d'autres furent envoyés dans des régions éloignées, munis de trop peu d'essence pour pouvoir atteindre Alger. Les soldats du rang affluaient aux postes de police pour témoigner contre leurs officiers. D'un bout à l'autre de l'Algérie, dans des unités, les soldats refusaient de servir si leurs officiers n'étaient pas remplacés. Le général Maurice Challe, un des putschistes, qui fut arrêté, déclara : « La seule chose qui unit l'armée, c'est son désespoir » (Kelly, *op. cit.*).

Alistair Horne conclut : « L'effondrement [de l'armée] en Algérie et la démoralisation qui en était la conséquence privaient de Gaulle de tout moyen d'exécution [...] Il était très clair que de Gaulle n'avait désormais plus qu'une option, qui était d'agir avec détermination en vue de mettre fin à la guerre. » Pourtant, de Gaulle fit traîner la guerre un an de plus, proposant désespérément plan après plan pour éviter d'accorder l'indépendance totale – séparer le Sahara et son pétrole,

créer un mini-Etat sur la côte méditerranéenne pour les colons partisans de la France, etc. – et se trouvant forcé de les abandonner les uns après les autres. Pourtant, en même temps que ces reculades, de Gaulle continuait de cultiver avec assiduité le mythe que la France avait remporté une « victoire militaire » en Algérie. En juillet 1961, trois mois après le putsch des officiers et la mutinerie de la troupe, il proclamait toujours : « En Algérie, il fallait que notre armée l'emportât sur le terrain de telle sorte que nous gardions la liberté entière de nos décisions et de nos actes. Ce résultat est atteint [...] Cela étant, la France accepte sans aucune réserve que les populations algériennes instituent un Etat complètement indépendant » (*Mémoires d'espoir*).

Récemment il y a eu une avalanche de « bilans » faits par des nationalistes algériens qui voudraient faire remonter les racines de la banqueroute manifeste du régime au fait que, depuis le début, il a été « bureaucratique » et « non démocratique ». C'est en substance la position des pablistes algériens, dont le programme se base sur l'illusion suicidaire qu'on peut faire pression sur le régime, soutenu par l'armée, pour instaurer la « démocratie ». Mais les nationalistes petits-bourgeois du FLN n'aspiraient qu'à devenir les maîtres capitalistes de « leur » pays. C'est une utopie réactionnaire d'imaginer qu'on puisse obtenir une démocratie bourgeoise stable – ou même quelque acquis démocratique significatif que ce soit – tant que l'Algérie est sous la botte de l'exploitation impérialiste et rongée par la pauvreté, les antagonismes nationaux et l'oppression sexiste médiévale. Cependant, il était loin d'être inévitable que la victoire du peuple algérien sur le colonialisme français mette le pouvoir dans les mains des nationalistes. L'histoire de la guerre d'Algérie est une confirmation dramatique, par la négative, de la théorie de la révolution permanente de Trotsky. Il est clair que la perspective que le prolétariat dirige tous les opprimés dans un assaut révolutionnaire de l'ordre capitaliste a été détruite par une chose : la crise de la direction prolétarienne.

La victoire héroïque du peuple algérien sur le colonialisme français est en soi une réfutation flagrante des prétentions insolentes de la bourgeoisie d'avoir remporté une « victoire militaire ». Néanmoins, en tant que « mémoire de la classe ouvrière », nous avons la responsabilité de combattre implacablement les efforts de la bourgeoisie pour enfouir l'histoire de la lutte des opprimés sous une montagne de mythes et de distorsions. L'histoire du prolétariat pendant la guerre d'Algérie est vitale parce qu'il est le seul, par le renversement révolutionnaire du capitalisme, à pouvoir non seulement résoudre les tâches démocratiques-bourgeoises en Algérie, mais aussi à fournir un lien vivant entre la révolution socialiste en Europe et sur le continent africain. La lutte pour se réapproprier cette histoire fait partie intégrante de la lutte politique contre les dirigeants réformistes de la classe ouvrière et contre les nationalistes bourgeois et petits-bourgeois, au cours de la lutte pour forger un parti révolutionnaire international. ■

Meeting-débat de la LTF

A bas le terreur raciste du gouvernement de front populaire Jospin-Gayssot-Voynet-Chevènement !

Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés !

Paris

11 mai, 19h30

LSC, 69 ter, Rue de la Chapelle
Paris 75018 (M° Porte de la Chapelle)

Rouen

24 mai, 20h00

Halle aux Toiles, Salle 10
76000 Rouen

Prenez garde aux sociaux-démocrates de l'Union européenne Forgez des partis ouvriers révolutionnaires multiethniques !

Autriche : A bas le démagogue raciste Haider !

Nous publions ci-dessous la traduction revue pour publication d'un tract du Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne (SpAD), section de la Ligue communiste internationale. Le SpAD a diffusé ce tract le 19 février à Vienne à une manifestation de près de 300 000 personnes contre le FPÖ, parti ouvertement raciste de Jörg Haider. Faisant suite à l'entrée du FPÖ dans une coalition gouvernementale début février, des manifestations de masse ont eu lieu pas seulement en Autriche mais partout en Europe. La présence du FPÖ dans le gouvernement représente une sinistre menace pour la classe ouvrière autrichienne, les immigrés et autres minorités. Cependant le véritable axe politique de ces manifestations est de remettre au pouvoir le parti social-démocrate (SPÖ) qui a longtemps administré l'Etat capitaliste raciste autrichien. Alors que le SPÖ prend la posture de représenter un rempart contre Haider, Victor Klima, l'ex-chancelier social-démocrate, déclarait récemment qu'« il n'excluerait pas catégoriquement à l'avenir de former une coalition » avec le FPÖ si ça se posait dans le cadre que le SPÖ revienne au pouvoir (l'Humanité, 26 janvier).

Comme l'explique notre tract, différents groupes réformistes et centristes se sont emparés de l'opposition au FPÖ pour s'aligner derrière les dirigeants sociaux-démocrates qui dirigent leur propre pays impérialiste ; ces groupes venaient de les soutenir dans la guerre impérialiste de domination contre la Serbie l'année dernière.

Les sociaux-démocrates ont partout en Europe mené campagne tambour battant contre le FPÖ de Haider, pour les buts des classes dirigeantes impérialistes en Europe qui voient les déclarations de celui-ci contre l'Union européenne (UE) comme une menace pour l'unité économique européenne.

En France, le front populaire bourgeois de Jospin/Gayssot a aussi saisi hypocritement la participation du FPÖ au gouvernement en Autriche pour promouvoir une campagne afin de redorer sa propre image bien détériorée ces derniers mois par ses attaques incessantes contre le prolétariat et les immigrés. Il a trouvé le soutien de tous ceux qui l'avaient porté au pouvoir en 1997, c'est-à-dire les Lutte ouvrière, Ligue communiste révolutionnaire et autres Socialisme par en bas.

Tous ces groupes ont mobilisé pour

**Pour contacter
la Ligue
trotskyste
et
la Jeunesse
spartakiste**

Paris
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris cedex 10
Tél : 01 42 08 01 49

Rouen
Le Bolchévik
BP 240
76003 Rouen cedex
Tél : 02 35 73 74 47

Pour des Etats-Unis socialistes d'Europe !

défiler à Paris le 19 février derrière le PS, dont le contingent nombreux, avec force drapeaux européens, donnait le caractère politique de la manifestation : soutenir la social-démocratie au pouvoir et l'Europe de Maastricht, en exigeant que l'impérialisme français « démocratique » et la communauté européenne prennent davantage de sanctions contre l'Autriche. Socialisme par en bas l'écrivait sans nuance dans un supplément spécial (février 2000) de son

avait débouché sur la mise en place du gouvernement de front populaire de l'Ulivo.

Dans cette campagne tous ces groupes ont donné une couverture pour les politiques racistes, brutales et xénophobes mises en place par Blair, Jospin, Schröder et autres, alors qu'ils essaient de cohérer l'Europe en tant que force militaire et politique, suite à la création d'une monnaie unique selon les termes du traité de Maas-



19 février, Vienne : 300 000 manifestants contre le FPÖ raciste de Haider. Les sociaux-démocrates d'Europe ont utilisé l'entrée du FPÖ dans le gouvernement autrichien pour renforcer le bloc impérialiste de l'Union européenne.

journal : « Aujourd'hui nous appelons la France et l'Europe à accentuer leur pression sociale, politique, économique et diplomatique. » Leur section en Allemagne (Linksruck) dans un tract distribué à la manifestation du 19 février à Berlin argumentait de même : « Parce que Haider est un fasciste, il doit être isolé - aussi Schröder a totalement raison de menacer l'Autriche avec des sanctions [...]. Le blocus de l'Union européenne renforce la résistance du mouvement contre ce gouvernement raciste et anti-social. »

Le groupe Pouvoir ouvrier dans cette campagne a cherché à coup de « grève générale contre Haider » et de « les Autrichiens ne doivent pas compter sur des boycotts stériles de telle ou telle instance internationale » à présenter une façade combative un peu plus gauche, mais ceci dans l'unique but de mieux aider la social-démocratie à se remettre en selle. Ce groupe, qui en France n'a jamais manqué de voter PS-PC aux législatives, déclare : « Le SPÖ et les syndicats autrichiens - pour le moment absents officiellement de la mobilisation - doivent se joindre à la lutte de la jeunesse antiraciste » (Pouvoir Ouvrier n° 59, mars-avril). Leur journal de jeunesse Révolution de janvier donne un concentré de leur ligne politique : « Il faut mettre le SPÖ à l'épreuve du pouvoir, seul et non dans une coalition avec l'ÖVP, et exiger qu'il applique les revendications que la jeunesse et les travailleurs défendent aujourd'hui. Seul au gouvernement il ne pourra pas se cacher derrière la droite. » Mais cela fait 50 ans que les travailleurs autrichiens « mettent le SPÖ à l'épreuve du pouvoir », avec et sans coalition avec l'ÖVP ! Pas étonnant que Pouvoir ouvrier cite comme modèle la fin du gouvernement Fini/Berlusconi en Italie, où une importante mobilisation ouvrière

tricht. Depuis la guerre des Balkans l'Allemagne et les autres Etats de l'UE se sont rapidement attelés à la mise en place d'une force militaire européenne unifiée pour servir de contrepoids à l'alliance de l'OTAN qui est dominée par les USA. Comme le notait le New York Times (20 février), les déclarations contre Haider des dirigeants allemands et français « reflétaient une détermination croissante à transformer une union qui était essentiellement un bloc commercial en une communauté politique avec des aspects d'un Etat fédéral ». En imposant des sanctions contre l'entrée du FPÖ dans le gouvernement autrichien, l'impérialisme allemand et ses partenaires créent un précédent pour dicter leur politique intérieure à d'autres Etats membres de l'UE.

L'article de la Frankfurter Allgemeine Zeitung (11 février), qui est cité dans le tract, donne une indication dans quelle mesure la rhétorique « antifasciste » est utilisée pour pousser les ambitions de l'impérialisme allemand : « L'Holocauste et le "plus jamais ça" sont en train de devenir les mots de code pour le mythe fondateur d'une nation européenne [...]. L'Allemagne a pris part à une guerre pour la première fois depuis 1945, sous la direction d'un gouvernement de gauche. Le justificatif en a été d'étouffer un nouveau fascisme dans les Balkans. [...] En liaison avec la gauche européenne, il [Schröder] travaille à l'europanisation de l'Holocauste. Cela allège le poids qui pèse sur les Allemands, en particulier quand ces derniers, avec leurs partenaires européens, donnent des coups de pied dans les tibias aux Autrichiens. » Tout en commandant le premier corps expéditionnaire allemand dans les Balkans depuis la Wehrmacht de Hitler, le régime de Schröder en Allemagne même, qui proclame cyniquement

« plus jamais ça », exerce la terreur raciste contre les Turcs, les Kurdes et autres « non Allemands ». En fait, les mêmes gouvernements de l'UE qui maintenant dénoncent hypocritement le FPÖ pour son racisme anti-immigrés prononcé, se sont unis il y a moins de trois ans pour mettre en place les accords de Schengen dont l'objectif est de maintenir les immigrés slaves et à la peau foncée hors de la « Forteresse Europe » raciste. En France, la terreur raciste des flics de Jospin/Gayssot/Chevènement est si horrible et meurtrière contre les jeunes issus de l'immigration, que les cités-ghettos explosent régulièrement.

Alors que les rivalités entre les puissances impérialistes s'intensifient, nous marxistes, internationalistes prolétariens, restons inflexiblement opposés à nos propres dirigeants impérialistes, et nous disons : « l'ennemi principal est dans notre propre pays ».

Beaucoup d'ouvriers et de militants de gauche descendent dans la rue pour manifester contre Haider et le FPÖ, un parti extrêmement raciste et réactionnaire. Haider et ses copains manifestent leurs conceptions fascistes par exemple quand ils célèbrent la « politique ordonnée de l'emploi » des Nazis. Maintenant, avec le FPÖ au gouvernement, le SPÖ est en train de se poser en défenseur de la « démocratie », alors que pendant des décennies il a lui-même dirigé la terreur raciste de l'Etat contre les immigrés et les réfugiés, et préparé activement la voie au FPÖ. Il suffit de penser au meurtre brutal du réfugié Marcus Omofuma en avril 1999 par les flics du SPÖ et aux déportations massives, souvent vers une mort certaine. Les Nazis, encouragés par cette terreur raciste menée par le SPÖ, ont commencé au milieu des années 1990 une vague de terreur contre les immigrés, les réfugiés, les Roms et les Sinti (Tsiganes) et les gens de gauche.

Les gouvernements capitalistes d'Europe, dirigés pour la plupart par des sociaux-démocrates, ont imposé un boycott bilatéral hypocrite contre le gouvernement de l'ÖVP/FPÖ d'Autriche au niveau ministériel. Au même moment les Nazis défilaient sous la Porte de Brandebourg à Berlin, protégés par les flics du gouvernement SPD/Verts. Ces gouvernements poursuivent la même politique raciste contre les immigrés, les réfugiés et les Roms et Sinti, que celle que le FPÖ a l'intention de mettre en œuvre. Dans un article du 2 février, la Frankfurter Rundschau met le doigt là-dessus : « Si c'était seulement ça la question, l'UE devrait garder un oeil sur le ministre de l'Intérieur allemand Otto Schily ». Les déportations actuelles de 180 000 réfugiés des Balkans continueront et seront intensifiées par le gouvernement SPD/Verts et aussi par les gouvernements régionaux que soutient le PDS [Parti du socialisme démocratique] - en coopération avec les ministres « boycottés » du FPÖ.

Pendant près de 50 ans sans interruption, le SPÖ raciste a administré l'impérialisme autrichien - l'autre Etat successeur du Troisième Reich - avec lequel il est lié de façon indissociable. Le président du SPÖ Adolf Schärf a conduit sa campagne électorale de 1957 sur le slogan « Les gens qui ont voté une fois pour Adolf, voteront Adolf encore une fois cette année ». C'est ce SPÖ, qui aujourd'hui dans les coulisses, dirige les manifestations contre le gouvernement ÖVP/FPÖ, pour l'Autriche capitaliste. L'avant-garde pour le SPÖ dans tout

Haider...

Suite de la page 9

cela, c'est les organisations de « gauche » et les groupes pseudo-trotskyistes tels que le Parti communiste d'Autriche, ArbeiterInnenstandpunkt [ASt, les camarades autrichiens de Pouvoir ouvrier], le Linkswende [cliffiste] et le nouvellement formé Parti de gauche socialiste [SLP], anciennement SOV [affilié au même groupe international que la Gauche révolutionnaire], qui veulent tous que l'ÖGB [la Fédération syndicale autrichienne], que dirige le SPÖ, se batte pour continuer la collaboration de classe dans un capitalisme géré par le SPÖ. Cela signifie que les intérêts des travailleurs sont subordonnés à ceux des exploiters capitalistes.

Tout au contraire, nous luttons pour renverser le capitalisme raciste. Pour cela, il faut une direction lutte de classe dans les syndicats et il faut construire un nouveau parti révolutionnaire, qui mobilise le prolétariat de façon indépendante et sur ses intérêts de classe. La bureaucratie syndicale social-démocrate, que toute la pseudo-gauche soutient, est un obstacle à cela. Alors que la pseudo-gauche cherche à rabattre les jeunes et les ouvriers encore une fois vers la social-démocratie, nous luttons pour scissionner la base ouvrière de ces partis ouvriers-bourgeois.

La vérité c'est que les sociaux-démocrates voient les gens de droite comme Haider comme une menace pour l'unité économique européenne. Les dirigeants capitalistes savent que celle-ci est nécessaire pour que l'UE concurrence avec succès le Japon et en particulier les Etats-Unis. C'est ce qui explique les vives réactions, spécialement de la Belgique et de la France – qui font face à de puissants mouvements fascistes, d'extrême droite et anti-européens dans leur propre pays –, en faveur de sanctions diplomatiques dangereuses qui peuvent conduire à la guerre.

Le dirigeant de la fraction parlementaire du SPD au Bundestag, Gernot Erler, membre de son aile « gauche », a mis en plein dans le mille : « En termes de politique étrangère, ce serait "grave" si Haider essayait de bloquer l'extension de l'UE vers l'Est » (Frankfurter Rundschau, 27 janvier). Une Autriche dominée par Haider pourrait bloquer l'extension de l'UE vers l'Europe de l'Est et du Sud, ce qui était une des raisons principales de la guerre des Balkans menée par les sociaux-démocrates au gouvernement. La Frankfurter Allgemeine Zeitung commentait le 11 février : « L'action anti-Haider est née à la conférence de Stockholm sur l'Holocauste. Elle a été conçue dans la guerre des Balkans. A partir de ce moment-là les partis de gauche – par-dessus tout les allemands – ont porté leur Europe dans leur cœur, qu'il batte à droite ou à gauche. » Et la pseudo-gauche du Socialist Workers Party de Tony Cliff, l'organisation britannique mère de Linkswende, en a appelé à son propre impérialisme : « Il ne devrait pas y avoir de collaboration avec le Parti de la liberté. Nous soutenons la position de



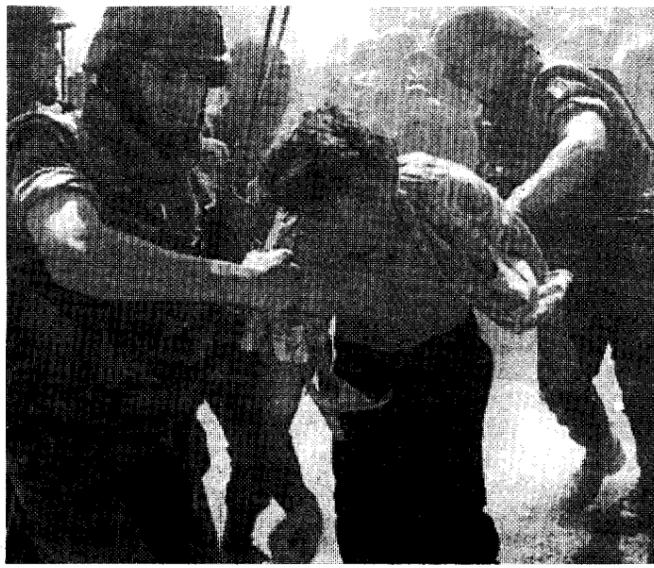
AP

l'Union Européenne » (Times [Londres], 3 février).

Pendant ce temps les sociaux-démocrates dans toute l'Europe utilisent leur campagne contre Haider pour s'envelopper dans le drapeau du patriotisme « antifasciste » et pour construire des mobilisations de façon à détourner l'attention de leurs propres attaques contre le niveau de vie des masses. Par exemple, à la manifestation du 5 février à Berlin, les sociaux-démocrates de gauche comme Linksruck et les Autonomes [anarchoïdes] scandaient « Autriche ! Ferme ta gueule ! » devant l'ambassade d'Autriche et « USA centre de génocide ! » devant l'ambassade américaine, tandis qu'ils déambulaient dans le quartier des ministères du Quatrième Reich sans dire un seul mot contre l'impérialisme allemand. Et dans toute l'Europe, les pseudo-trotskyistes qui ont tous soutenu l'élection des sociaux-démocrates, leur ont emboîté le pas, tambour battant, exactement comme durant la guerre contre l'ex-Yougoslavie l'été dernier. Ainsi, Workers Power, le groupe britannique allié à l'ASt, et qui a appelé à « voter travailliste » lors des élections, revendiquait l'« indépendance pour le Kosovo » et soutenait l'UCK [Armée de libération du Kosovo], une couverture transparente pour leur soutien aux buts de leur propre impérialisme britannique dans la guerre contre la Yougoslavie. Maintenant, ces sociaux-chauvins écrivent à propos de la coalition FPÖ/ÖVP : « La nouvelle coalition lancera des attaques massives contre les droits des travailleurs et des coupes sombres dans les dépenses publiques. En première ligne, bien sûr, se trouveront les ouvriers immigrés d'Autriche et les réfugiés. » Ils font disparaître le gouvernement de Tony Blair au moment précis où la campagne de celui-ci contre les réfugiés alimente des attaques meurtrières.

L'UE dominée par les Allemands est un conglomérat instable des capitalistes européens qui est dirigé contre les travailleurs d'Europe, les immigrés non européens et les principaux concurrents internationaux de l'impérialisme allemand, les USA et le Japon. Le capitalisme est organisé sur la base d'Etats-nations indépendants, ce qui est la cause véritable des guerres impérialistes répétées pour repartager le monde, et aussi la raison réelle de la guerre dans les Balkans l'an dernier. C'est pourquoi la perspective d'un Etat européen progressiste, tel que le prêchent Jospin et Schröder, n'est rien d'autre qu'une utopie réactionnaire mensongère. L'impérialisme, marqué par la domination du capital financier, est l'époque des guerres et des révolutions. Avec le monde déjà divisé entre les principales puissances capitalistes, la guerre est en dernière instance leur seul moyen pour rediviser les marchés et les sphères d'influence. En tant qu'internationalistes prolétariens, nous exigeons : **A bas la forteresse Europe raciste ! A bas les traités de Maastricht et Schengen ! Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe !**

Les régimes sociaux-démocrates et les fronts populaires (un gouvernement capitaliste sous la forme d'une coalition entre des partis bourgeois et des partis ouvriers, où les intérêts des ouvriers sont subordonnés aux intérêts de la classe capitaliste



Lefteris Pitarakis, AP

dirigeante) ont été portés au pouvoir depuis la contre-révolution en Europe de l'Est et en Union soviétique avec le but explicite de détruire l'« Etat-providence ». Les dirigeants capitalistes ne se sentent plus obligés de garantir aux ouvriers de l'Occident un niveau de vie plus élevé de façon à rivaliser avec les acquis sociaux de l'économie planifiée des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est issus de la victoire de l'Armée rouge au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Après les dernières élections, l'ÖVP a décidé que la social-démocratie autrichienne ne lui avait pas fait suffisamment de concessions et a opté pour le FPÖ.

Dans tous les pays européens, le nationalisme bourgeois conduit actuellement à une forte montée du racisme contre les populations à peau foncée et les immigrés d'Europe de l'Est. Ils sont confrontés aux déportations de masse et à la violence tant de la part de l'Etat que de celle des fascistes. Les immigrés, qui, en tant que Gastarbeiter [travailleurs invités] ne sont plus nécessaires pour faire le travail sale mal payé, sont jetés dehors, alors que la jeunesse de la seconde génération [issue de l'immigration] est traitée avec mépris par le pouvoir. Sans travail et sans avenir, ils sont craints par la classe dirigeante qui les considère comme une couche socialement explosive. A travers l'Europe, les régimes capitalistes gouvernés par de soi-disant « socialistes » lâchent leurs flics pour terroriser ces jeunes.

L'oppression raciste est indissociablement liée à l'exploitation capitaliste. Alors que la bourgeoisie tente d'augmenter le taux d'exploitation, les immigrés sont non seulement victimes des déportations mais aussi utilisés comme boucs émissaires commodes pour le chômage et l'appauvrissement. Le racisme contre les immigrés est le cri de bataille pour les attaques contre la classe ouvrière toute entière. La classe ouvrière et les minorités doivent faire avancer leurs intérêts ensemble ou elles seront vaincues séparément. Le mouvement ouvrier doit **se battre pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et les réfugiés !**

Les composantes immigrées de la classe ouvrière en Europe de l'Ouest ne sont pas juste des victimes, mais une composante importante des forces qui sont capables de détruire le système capitaliste. Mais la mobilisation de la puissance de la classe ouvrière intégrée nécessite une lutte politique contre les directions social-démocrates dans le mouvement ouvrier, qui servent de courroie de transmission pour introduire le poison du racisme dans la classe ouvrière. **Pour un parti ouvrier révolutionnaire multi-ethnique !**

Haider et ses partisans sont vus comme des âmes sœurs par les organisations de type fasciste dans toute l'Europe : Le Pen en France, le NPD en Allemagne et la Lega Nord et l'Alleanza Nazionale en Italie. Le FPÖ de Haider est une machine purement électorale et ne correspond pas à ce que les marxistes entendent par fascisme. Les opinions réactionnaires ne définissent pas à elles seules le fascisme. Un certain nombre de conseillers de Margaret Thatcher pensaient que la Grande-

Schröder, chancelier allemand, avec Jospin. Les sociaux-démocrates ont dirigé les puissances impérialistes européennes dans la guerre des USA, de l'ONU et de l'OTAN contre la Serbie. Depuis, les impérialistes occupent le Kosovo ; ici, les troupes françaises réprimant à Mitrovica.

Bretagne aurait dû s'allier avec l'Allemagne contre l'Union soviétique lors de la Deuxième Guerre mondiale et ils avaient sur d'autres points des positions fascistes. Comme Trotsky l'expliquait dans *Où va la France* : « [...] le grand capital est contraint de créer des bandes armées particulières, spécialement dressées contre les ouvriers [...]. La signification historique du fascisme est d'écraser la classe ouvrière, de détruire ses organisations, d'étouffer la liberté politique à l'heure où les capitalistes s'avèrent déjà incapables de diriger et de dominer à l'aide de la mécanique démocratique. »

Dans une situation où il n'y a pas de mobilisations fascistes dans les rues et que la question principale est la participation du FPÖ au gouvernement, les slogans « Stoppons Haider ! », « En grève maintenant ! » ne peuvent être qu'un appel à des actions extra-parlementaires pour une nouvelle coalition parlementaire, c'est-à-dire un appel « plus combatif » à remplacer le FPÖ par le SPÖ.

C'est ainsi qu'en 1994 le gouvernement conservateur de Berlusconi en Italie a été renversé par une grève générale et remplacé par un gouvernement capitaliste de front populaire, qui a poursuivi et intensifié la terreur raciste de l'Etat et les attaques contre la classe ouvrière. Maintenant, en Autriche, la pseudo-gauche est cyniquement en train d'inciter la classe ouvrière à l'action, faisant le gros du travail pour désembourber les ambitions parlementaires de la social-démocratie. « En grève maintenant ! », dit le SLP, l'ASt appelle à une grève générale, et Linkswende dit : « C'est notre perspective – La solution Berlusconi ».

L'impérialisme n'est pas une mauvaise politique, comme les groupes pseudo-trotskyistes veulent nous le faire croire, mais le stade suprême du capitalisme, qui est basé sur la propriété privée des moyens de production par la minorité qui exploite le prolétariat et opprime la majorité de la population. C'est pourquoi il génère nécessairement la guerre, le racisme et la misère. Les fascistes sont l'expression extrême des intérêts de la bourgeoisie et sont son armée de réserve contre le prolétariat. Donc la lutte contre le fascisme doit être liée au combat pour renverser le système capitaliste d'exploitation.

Nous luttons pour des révolutions ouvrières de New York à Londres et Paris, de Berlin à Vienne. Les sociaux-démocrates et leurs suivistes de gauche sont un obstacle. Si les fascistes sont la dernière réserve du capitalisme dans sa dernière extrémité, les sociaux-démocrates (y compris les ex-staliniens et leurs autres rejetons), avec leur politique de collaboration de classe, en sont l'avant-dernière réserve, une soupape de sûreté pour l'impérialisme. Seule la destruction du capitalisme par la révolution ouvrière et la construction des **Etats-Unis socialistes d'Europe** dans le cadre d'une société socialiste mondiale peut jeter les bases pour un développement des forces productives qui véritablement bénéficiera à l'humanité. **Reforçons la Quatrième Internationale ! Pour de nouvelles révolutions d'Octobre dans le monde entier ! Rejoignez-nous !**

SPARTAKIST

Im Aufwind durch den CDU-Skandal:
SPD verschärft Angriffe auf Arbeiterklasse

Spartakist
Publication du
Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne
Abonnement pour un an (4 numéros) : 30FF
incluant Spartakist (édition allemande)
Ecrire au :
Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cedex 10

OMC...

Suite de la page 1

pour l'impérialisme. Ce qui caractérisait les manifestations de Seattle, tant acclamées par la presse « de gauche » en France, c'était les discours enragés dénonçant le « travail esclavagiste » en Chine, des panneaux agitant pour la croisade de la CIA en faveur du « Tibet libre », et de l'acier chinois jeté par le fond dans la baie de Puget Sound. Nous défendons les centaines de manifestants de Seattle qui ont été arrêtés lorsque les flics les ont attaqués, mais, en tant qu'internationalistes prolétariens, nous nous opposons implacablement au chauvinisme dans lequel baignaient les manifestations contre l'OMC. Nous nous battons pour la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier déformé chinois contre toute attaque impérialiste et contre une contre-révolution intérieure. Nous défendons les acquis de la Révolution de 1949, tout comme nous avons inconditionnellement défendu l'Etat ouvrier dégénéré soviétique jusqu'à sa destruction contre-révolutionnaire en 1991-1992.

La contre-révolution capitaliste dans l'ex-URSS a été une immense défaite pour la classe ouvrière internationalement, et elle a mené à une intensification des rivalités entre les puissances impérialistes ces dernières années. Depuis la destruction de l'Union soviétique, les puissances capitalistes concurrentes ne sont plus liées par le consensus antisoviétique dirigé par les Américains, et leurs intérêts nationaux respectifs et conflictuels sont passés sur le devant de la scène. Ils sont engagés dans une lutte sans merci pour améliorer leur position concurrentielle en augmentant le taux d'exploitation de leur classe ouvrière en pillant le monde colonial et semi-colonial et en mettant la main sur des marchés aux dépens de leurs rivaux. Il y a un danger que l'émergence de blocs commerciaux rivaux dominés par les USA, l'Allemagne et le Japon conduise à de nouvelles guerres pour rediviser les marchés et les sphères d'exploitation – et le gros lot serait, ils espèrent, une Chine à nouveau soumise à l'exploitation capitaliste sans entraves grâce à une contre-révolution capitaliste.

Ce qui va de pair avec l'exacerbation des rivalités interimpérialistes, ce sont les attaques contre la classe ouvrière sur le terrain national. Partout en Europe, où beaucoup de gouvernements sont maintenant dirigés par des sociaux-démocrates (souvent dans des coalitions de front populaire), le capitalisme se démène pour éliminer de nombreux acquis dans les domaines de la santé, de l'éducation, des retraites, etc., afin d'accroître les profits. En même temps, les sociaux-démocrates font leur boulot et gèrent l'Etat en essayant de faire croire à la classe ouvrière que ces attaques sont la faute du « capitalisme mondial » et des Américains. Sami Naïr, vice-président du Mouvement des citoyens, le parti bourgeois du ministre des flics Chevènement,

a bien résumé comment le gouvernement de front populaire en France tente d'utiliser la campagne autour de la « mondialisation » vis-à-vis de la classe ouvrière quand il a déclaré que c'est pour « défendre le modèle de civilisation européen » contre les Etats-Unis et soi-disant pour « faire prévaloir les normes sociales contre les normes commerciales » (*le Monde*, 28-29 novembre 1999).

L'impérialisme et le social-chauvinisme

Evidemment tous les manifestants contre l'OMC n'avaient pas explicitement l'intention de se mobiliser pour le chauvinisme et l'anticommunisme, pourtant c'est en fait ce qui s'est produit. Pour beaucoup de jeunes qui sont allés manifester, la question centrale c'était la « mondialisation » : l'idée que l'OMC, de même que le Fonds monétaire international (FMI), est une sorte d'agence mondiale aux pouvoirs illimités à travers laquelle une poignée de compagnies « transnationales » gouvernent le monde.

L'idée que le monde d'aujourd'hui serait gouverné par des organes comme l'OMC et le FMI qui piétineraient la « souveraineté » des pays impérialistes les plus rapaces et les plus puissants, est une idée à la fois réactionnaire et absurde. L'autorité qu'exercent actuellement le FMI, la Banque mondiale, l'OMC et autres, dérive du pouvoir des Etats impérialistes dont ils sont les agents. Comme nous l'avons noté dans notre brochure *Imperialism, the « Global Economy » and Labor Reformism* [L'impérialisme, la « mondialisation » et le réformisme] (septembre 1999) : « Ce qu'on appelle des droits de propriété – que ce soit sous la forme de prêts, d'investissements directs ou d'accords commerciaux – ne sont que des bouts de papier s'il n'y a pas une force armée derrière pour les soutenir. Et ceci n'est pas une sorte de principe marxiste abscons. Chaque usurier de la Mafia sait que s'il n'a pas sous ses ordres quelqu'un qui peut briser le cou des gens qui lui doivent de l'argent, il aura un taux de remboursement beaucoup plus bas. »

L'histoire montre qu'il ne peut y avoir de régulation « démocratique » de la guerre économique internationale que par la force des armes. Les principales puissances, qui finiront par s'associer en des blocs concurrents, intriguent maintenant pour se mettre en position avantageuse au moyen d'accords réciproques ou, si nécessaire, par des tarifs douaniers et des sanctions. Mais le capital qui est exporté est du capital national, et les manifestants de Seattle, qu'ils le réalisent ou non, manifestaient pour que leur impérialisme ressorte gagnant. De même, la pseudo-gauche en Europe s'aligne derrière « sa » bourgeoisie et ce faisant suit la voie tracée par les sociaux-démocrates qui ont mené la classe ouvrière à la grande boucherie de la Première Guerre mondiale.

Déjà il y a 150 ans dans le *Manifeste communiste*, Karl Marx expliquait comment les forces productives du capitalisme avaient dépassé le système de l'Etat-nation



W. Plier



Imperial War Museum, London

Lénine a écrit cette brochure en 1916, pendant la boucherie de la Première Guerre mondiale. Il y explique comment l'impérialisme engendre la guerre, et démasque les dirigeants sociaux-démocrates traîtres, serviteurs du capitalisme.

qui a accompagné la montée de la bourgeoisie. Lénine, le dirigeant de la révolution prolétarienne de 1917 en Russie, a développé cette idée quand il a écrit *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* ; il y expliquait qu'au début du vingtième siècle, le capitalisme mondial était désormais dominé par des monopoles industriels et par de grandes banques, qui étaient représentés par des Etats impérialistes distincts dont les intérêts étaient en conflit. Ces intérêts en conflit mènent constamment à des guerres commerciales, et au bout du compte à des guerres pour de bon.

De même l'idée que l'on pourrait surmonter les conflits entre des Etats-nations grâce à des agences multinationales comme l'OMC, va à l'encontre de l'analyse marxiste que la guerre est inhérente au système capitaliste. Comme l'écrivait Lénine dans *L'Impérialisme*, qui démolit la théorie de l'« ultra-impérialisme » avancée par le social-démocrate allemand Karl Kautsky, les alliances interimpérialistes « ne sont inévitablement, quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste dressée contre une autre, ou d'une union générale embrassant toutes les puissances impérialistes, que des « trêves » entre des guerres. Les alliances pacifiques préparent les guerres et, à leur tour, naissent de la guerre. »

Dans cet ouvrage, Lénine a montré comment la base matérielle de l'opportunisme et du chauvinisme de la bureaucratie syndicale repose sur le fait que les monopoles font des profits élevés, ce qui permet aux impérialistes de « corrompre certaines couches d'ouvriers, et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, en les gagnant à la cause de la bourgeoisie de la branche d'industrie ou de la nation considérées et en les dressant contre toutes les autres. » Lénine faisait remarquer comment cet « antagonisme accru des nations impérialistes aux prises pour le partage du monde renforce cette tendance. Ainsi se crée la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme. »

Le pourrissement social-chauvin de la gauche opportuniste face à l'intensification des antagonismes interimpérialistes est tout aussi évident aujourd'hui. La LCR se plaignait (*Rouge*, 18 novembre 1999) que « la souveraineté démocratique est mise en cause par l'OMC ». Voilà une déclaration en défense flagrante de l'Etat impérialiste « démocratique » français, qui cadre bien

avec le rôle de la LCR comme propagandiste « de gauche » du gouvernement capitaliste de front populaire. La LCR s'est lancée à fond dans la campagne pour José Bové contre McDonald's, appelant à défendre l'agriculture française contre l'« impérialisme culturel » américain. La LCR aide ainsi à faire passer les mensonges de la bourgeoisie française et de ses agents dans le mouvement ouvrier qui cherchent à faire croire que les capitalistes français traiteront mieux les ouvriers que ne le feraient leurs concurrents étrangers. Ceci n'a rien à voir avec la « bonne bouffe » (entendre par là française) et tout à voir avec l'exploitation accrue de la classe ouvrière par sa « propre » bourgeoisie.

Les manifestations anti-OMC de Seattle ont été acclamées par presque toute la « gauche » en France. *L'Humanité* du PCF avait le toupet de parodier, dans son numéro du 4-5 décembre, l'ouvrage de John Reed sur la Révolution russe de 1917 *Les 10 jours qui ébranlèrent le monde* en tirant « Ces 4 jours qui ont ébranlé l'OMC ». Le Secrétariat unifié (SU) pseudo-trotskyiste (l'organisation internationale de la LCR de Krivine) parlait d'une telle « dynamique internationale, une telle convergence des résistances multiples à l'ordre dominant » (*Inprecor* n° 442, décembre 1999). Socialisme par en bas exultait que « La bataille de Seattle » a ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire politique, donné espoir pour un renouveau de la lutte, pour le changement » (*Socialisme par en bas* n° 26, janvier). Ils voulaient même faire passer cette orgie de protectionnisme et d'anticommunisme contre la Chine pour de l'internationalisme. Ainsi, ils reproduisent dans le même numéro de leur journal un reportage de leur organisation sœur aux USA, l'International Socialist Organization (ISO) : « J'étais avec un groupe de manifestants qui venait du point de ralliement des ouvriers sidérurgistes sur les docks de Seattle. Une délégation de syndicalistes français de la CGT lançait les slogans. Le sentiment d'unité et d'internationalisme était fantastique. » Ce que ne dit pas Socialisme par en bas, c'est sur quoi il y avait un sentiment « d'unité et d'internationalisme » sur les docks de Seattle : la bureaucratie du syndicat des sidérurgistes, l'USWA, avait organisé une « Fête à l'OMC », où on a jeté de l'acier chinois et de l'acier importé d'autres pays dans la

Suite page 12

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

20 F pour 4 numéros (1 an)
(incluant Spartacist)

Hors Europe : 30 F (avion 40 F) - Etranger : mandat poste international

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

CP _____ Ville _____ Pays _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

OMC...

Suite de la page 11

baie de Puget Sound sous les acclamations des participants scandant « USA! USA! » Les manifestations anti-OMC, tellement applaudies par la « gauche » réformiste française, ont servi de couverture « internationaliste » pour leur soutien à leur propre impérialisme.

La LCR, dans sa défense des intérêts particuliers de l'impérialisme français contre les USA, est allée jusqu'à soutenir les efforts de guerre de sa propre bourgeoisie. L'année dernière, en pleine guerre de l'OTAN (sous la direction des USA) contre la Serbie, la LCR a soutenu explicitement un appel nationaliste français à une *intervention militaire impérialiste* au Kosovo qui soit dominée par l'Europe, soit sous l'égide de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), un bloc militaire dominé par l'Europe, soit sous l'égide des Nations Unies (*Rouge*, 1^{er} avril 1999; voir aussi notre article dans *le Bolchévik* n° 149, printemps 1999). Lorsque les troupes de l'ONU ont finalement occupé le Kosovo, la LCR les a saluées comme un moindre mal par rapport à une occupation ouverte sous l'égide de l'OTAN et des USA.

Pouvoir ouvrier, dans son journal de mai-juin 1999, a appelé à l'« armement sans conditions de l'UCK ». Mais l'Armée de libération du Kosovo était un fantôme de l'OTAN! *Le Monde* du 9 avril 1999 citait un capitaine de l'UCK qui se vantait de renseigner l'OTAN sur les cibles qu'ensuite l'OTAN bombardait et détruisait. Soutenir l'UCK voulait donc dire soutenir les impérialistes. Après la guerre, PO, dans une déclaration du 5 juin 1999, a prétendu qu'il y avait une situation pré-révolutionnaire en Serbie; ils voulaient nous faire croire à la possibilité d'une révolution sous les baïonnettes de l'OTAN! Lutte ouvrière, qui faisait campagne avec la LCR pour le Parlement européen en juin 1999 en pleine guerre des Balkans, n'a jamais appelé au retrait des troupes impérialistes françaises.

Plus récemment, la LCR et ses partisans internationaux du Secrétariat unifié (SU) ont encore soutenu ouvertement une autre intervention militaire au nom des « droits de l'homme »: l'occupation par des troupes d'Australie et de l'ONU (y compris des soldats français) du Timor-Oriental, lui demandant même de « procéder au désarmement immédiat des milices créées et appuyées par l'armée indonésienne. Elle doit procéder à l'arrestation de tous les responsables des massacres, des meurtres et des déportations, de manière à ce qu'ils

soient jugés pour leurs actes » (*Inprecor* n° 441, novembre 1999).

A l'opposé de ces « socialistes » qui battent le tambour pour l'impérialisme des « droits de l'homme », nous les trotskystes nous avons appelé, dans une déclaration de la LCI d'avril 1999: « *Défaite de l'impérialisme par la révolution ouvrière! Défense de la Serbie!* » (déclaration reproduite dans *Spartacist* édition française n° 33, printemps 2000). Nous exigeons le retrait immédiat des Balkans de toutes les troupes US, de l'OTAN et de l'ONU, et la levée de toutes les sanctions économiques contre la Serbie. De même, nous nous opposons à l'occupation du Timor-Oriental par l'ONU sous la direction de l'Australie (voir notre article dans *le Bolchévik* n° 151, hiver 1999-2000).

Le gouvernement de front populaire intensifie l'exploitation des travailleurs

En France, le battage autour de la « mondialisation » ou du « néo-libéralisme » est devenu une justification commode pour l'offensive de la bourgeoisie française qui cherche à intensifier l'exploitation de la classe ouvrière. Lorsqu'Edouard Michelin a annoncé ses plans de licencier dix pour cent des travailleurs de chez Michelin, c'était soi-disant la « faute » des fonds de pension américains. Quand une grève contre les licenciements à l'usine de piles Energizer de Ralston a perdu, les bureaucrates syndicaux, y compris des membres de la LCR et de Voix des Travailleurs, ont prétendu que c'est parce que la direction de cette société était basée dans le Minnesota qu'ils ne pouvaient pas se battre (voir notre article dans *le Bolchévik* n° 149, printemps 1999). Selon ces dirigeants ouvriers traîtres et la soi-disant « gauche » à la fois dans le gouvernement et en-dehors, ce sont les multinationales américaines qui tirent les ficelles et donc, par conséquent, le capitalisme français n'a d'autre choix que de démanteler l'« Etat-providence » afin de survivre.

En fait les bourgeoisies européennes qui n'ont plus peur du spectre du communisme, pensent donc que la voie est libre. Nous avons mis en garde que la contre-révolution en URSS serait une défaite pour la classe ouvrière du monde entier. Aujourd'hui, après dix ans de restauration capitaliste, les masses de l'ex-bloc soviétique sont ravagées par la misère et les guerres interethniques sanglantes. En Europe de l'Ouest, la contre-révolution a apporté une intensification du taux d'exploitation de la classe ouvrière, et des prestations sociales comme la santé à un prix modique, l'éducation gratuite et les retraites sont de plus en plus menacées.

Maintenant les impérialistes veulent finir le travail de destruction des Etats ouvriers déformés, et poussent à la contre-révolution en Chine, à Cuba, au Vietnam et en Corée du Nord. Les pseudo-trotskystes, quant à eux, continuent à soutenir la campagne anticommuniste impérialiste au nom de la « démocratie » bourgeoise.

Ne se sentant plus obligées de faire des concessions à la classe ouvrière, les bourgeoisies européennes comptent sur les sociaux-démocrates et les fronts populaires au pouvoir pour faire le sale boulot de détruire des acquis qui coûtent trop cher à la bourgeoisie dans le cadre des rivalités internationales et de la concurrence économique. La bourgeoisie sait bien que « la gauche », avec le soutien des bureaucrates syndicaux et avec son autorité dans la classe ouvrière, est en meilleure position que « la droite » pour imposer cette exploitation accrue à la classe ouvrière, comme par exemple la loi des 35 heures et la flexibilité. Et les organisations de la soi-disant « extrême » gauche qui ont voté pour le front populaire de Jospin sèment l'illusion dérisoire qu'il est possible de faire pression sur des gouvernements bourgeois afin qu'ils défendent les intérêts des ouvriers.

Par exemple, la plus grande partie de la gauche (y compris la LCR – à laquelle LO était alliée pendant les élections européennes) a fait campagne pour que le gouvernement mette en place la semaine de 35 heures comme moyen de lutter contre le chômage. Mais cette revendication dans les mains du gouvernement bourgeois de front populaire devient une arme pour les patrons pour détruire toutes les conventions collectives et imposer la flexibilité dont ils ont besoin. Le reste de la pseudo-gauche affirme que le moyen pour lutter contre le chômage, c'est que le gouvernement impose des lois contre les licenciements. Mais le chômage résume parfaitement l'absurdité du système capitaliste: la misère augmente alors même que les capitalistes récoltent d'énormes profits. Comme l'écrivait Trotsky dans le *Programme de transition*: « *Le travail disponible doit être réparti entre tous les ouvriers existants, et cette répartition déterminer la longueur de la semaine de travail. Le salaire moyen de chaque ouvrier reste le même qu'avec l'ancienne semaine de travail. Le salaire, avec un minimum strictement assuré, suit le mouvement des prix. Aucun autre programme ne peut être accepté pour l'actuelle période de catastrophes.* » Le *Programme de transition* développe un ensemble de revendications transitoires qui prennent en compte les conditions et le niveau de conscience actuels de larges couches de la classe ouvrière et qui conduisent invariablement à la même conclusion: la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat.

Les pseudo-trotskystes soutiennent le gouvernement capitaliste

Le soutien des réformistes à leur propre impérialisme découle directement de leur soutien au gouvernement de front populaire qu'ils ont aidé à mettre au pouvoir lors des législatives de 1997. Le front populaire est un pacte, une alliance entre des partis ouvriers bourgeois – le PC et le PS – et des partis bourgeois comme le Mouvement des citoyens (MDC) de Chevènement, les Radicaux de gauche et les Verts. Ce pacte est par nature bourgeois: comme nous l'avons expliqué dans *le Bolchévik* n° 151, « *il y a toujours une garantie qu'ils – c'est-à-dire les partis ouvriers – préserveront les relations de propriété capitalistes. Ce pacte avec des éléments de la bourgeoisie est la garantie donnée à la "grande" bourgeoisie que le front populaire ne menacera pas sa domination; et il fournit l'alibi pour les réformistes (à la fois pour les partis à l'intérieur de la coalition de front populaire et pour leurs suivistes plus petits) afin qu'ils puissent prétendre qu'ils sont aux côtés de la classe ouvrière.* »

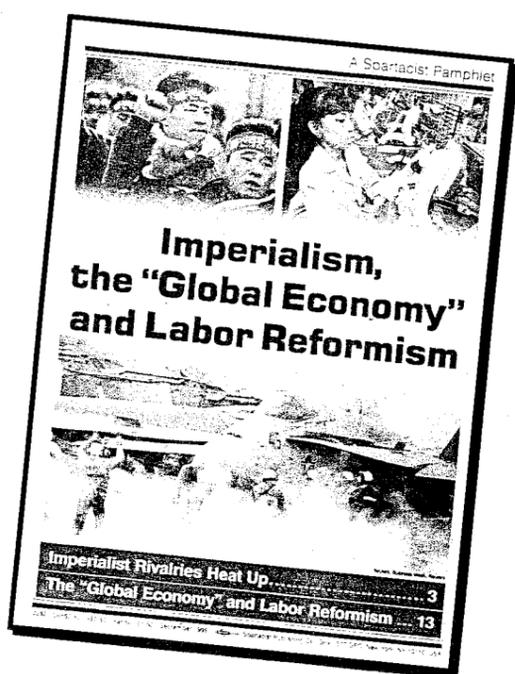
Nous trotskystes au contraire, luttons contre toutes les formes de collaboration de classes, et nous nous opposons donc par principe à tout front populaire. De même, nous luttons pour l'indépendance des organisations de défense économique des ouvriers, les syndicats, par rapport à l'Etat bourgeois. Si nous luttons pour l'indépendance de classe du prolétariat par rapport à la bourgeoisie, c'est tout simplement parce que nous voulons amener le prolétariat à renverser celle-ci, par une révolution socialiste prenant exemple sur la révolution d'Octobre 1917 dirigée par les Bolchéviks. Comme nous avons écrit dans *le Bolchévik* n° 151: « *La Révolution russe a montré que la classe ouvrière peut prendre le pouvoir; mais pour cela elle a besoin d'un parti révolutionnaire. Nous sommes la continuité du parti bolchévique de Lénine et de Trotsky et nous nous battons pour construire les partis qui dirigeront le prolétariat à la victoire à travers le monde entier. Ceci ne peut se passer que dans le cadre d'une bataille féroce contre le reste de la soi-disant gauche qui se réclame frauduleusement de la révolution.* »

LO et la LCR préparent maintenant leur campagne pour les élections municipales de l'année prochaine. Ils veulent se présenter « en opposition » au PS-PC dans le cadre de leur stratégie de pression sur le gouvernement, dans l'espoir futile (et cynique) de pousser celui-ci « à gauche ». La LCR, qui appelle régulièrement depuis des décennies à voter pour le front populaire, propose maintenant à LO de « fusionner nos listes avec celles de la gauche plurielle » au deuxième tour. Pour le moment LO n'est pas d'accord, tout en faisant remarquer: « *On ne peut pas écarter a priori quelques rares exceptions, dans des situations où, localement, les candidats des partis de la gauche plurielle ne seraient pas des soutiens ouverts ou avérés du gouvernement* » (*Lutte de classe*, mars). LO laisse ainsi probablement la porte ouverte à un soutien à des candidats du PC qui se donnent des airs « de gauche » – *mais le PCF est un parti gouvernemental*. Cela cadre tout à fait avec la participation de LO à la manifestation du 16 octobre 1999 à Paris, où ils avaient défilé bras dessus bras dessous avec le PC et le MDC tout en ne permettant pas la moindre critique du gouvernement – ils avaient censuré leur minorité qui avait osé avoir le mot d'ordre « *patronat licencier, gouvernement complice* ».

Après avoir appelé à voter pour Mitterrand en 1981 (« *sans illusions mais sans*

Cette brochure en anglais évalue les changements récents dans l'économie mondiale, en donnant une perspective historique depuis les origines de l'impérialisme moderne à la fin du XIX^e siècle jusqu'à la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS, et les conséquences de celle-ci. Les idéologues de la « mondialisation » cherchent à obscurcir le rôle de l'Etat-nation capitaliste et le danger de guerre interimpérialiste inhérent au capitalisme, tout en donnant des excuses au refus des réformistes de mener une lutte de classe contre leur bourgeoisie nationale respective.

On ne peut éliminer l'exploitation et la pauvreté que par des révolutions prolétariennes dans les centres impérialistes ainsi que dans les pays néocoloniaux, révolutions qui jetteront la base pour une économie socialiste planifiée internationale.



15FF

Commande :
Le Bolchévik
B.P. 135-10, 75463 Paris cedex 10



Spartacist
édition française n° 31,
automne 1997
10FF

Commande :
Le Bolchévik
B.P. 135-10, 75463 Paris cedex 10

réserves », LO a ensuite refusé d'habitude de voter pour des formations de front populaire, une fois que la classe ouvrière était écœurée du régime de Mitterrand. Lors des législatives de 1997, qui ont porté au gouvernement le front populaire actuel, ils ont appelé à voter pour les candidats du PS et du PC contre les fascistes du FN. « Batta les fascistes » est une justification classique pour le soutien à un front populaire bourgeois, mais en fait d'un point de vue historique le front populaire *pave la voie* au fascisme car il démoralise et démobilitise la lutte de la classe ouvrière, en faisant des ravages dans l'économie pour mettre en œuvre l'austérité capitaliste, et en alimentant les divisions racistes qui existent dans la société capitaliste.

En fait le gouvernement de front populaire, en mettant en œuvre les attaques anti-ouvrières de la bourgeoisie, fait son travail de gouvernement bourgeois. Et la classe ouvrière s'en est aperçue. L'agitation sociale de ces derniers mois a discrédité le gouvernement de front populaire, et Jospin a même dû remanier le gouvernement en se débarrassant d'Allègre et Sauter afin de tenter de calmer le mécontentement ouvrier. La bourgeoisie, ainsi que son gouvernement, cherche à diviser la classe ouvrière en fomentant le racisme. En plus des attaques contre la classe ouvrière en général, le gouvernement augmente ses attaques contre les immigrés,



Manifestation pour les sans-papiers pendant la guerre des Balkans en 1999: la Ligue trotskyste présente une alternative révolutionnaire au front populaire bourgeois.

des lois, en militant pour la taxe Tobin. Depuis des mois, le PCF, la LCR, Socialisme par en bas font tous de la taxe Tobin leur cheval de bataille. Cette proposition de taxation des transactions financières internationales a pour objectif de freiner la circulation internationale du capital et

un texte qui, sous prétexte de débarrasser le système financier "de ses excès", a surtout pour but de le préserver, et qui, en plus, a bénéficié du discutabile honneur d'obtenir le soutien des Messieurs Pasqua, Bayrou et Lamassoure » (*Lutte Ouvrière*, 4 février). De même, LO a pris ses distances avec les manifestations anti-OMC du mois de novembre, en partie avec des arguments que Pasqua était aussi partisan d'un moratoire pour les négociations de l'OMC. Ils ont aussi été critiqués pour cela, cette fois-ci par la LCR, leur partenaire de bloc électoral, qui salue ces manifestations comme une puissante nouvelle « dynamique ».

Pour que la classe ouvrière puisse mener à bien sa tâche historique qui est de se libérer de l'exploitation capitaliste, il faut que les luttes ouvrières deviennent un **combat de classe** conscient, c'est-à-dire que les ouvriers les plus avancés prennent conscience qu'ils sont une classe dont l'action est dirigée contre la classe capitaliste *toute entière* et contre son gouvernement. Mais pour que cela se produise il faut une direction révolutionnaire; il faut qu'un parti révolutionnaire apporte la conscience de classe révolutionnaire à la classe ouvrière de l'extérieur. Comme nous l'avons écrit dans notre brochure *Lenin and the Vanguard Party* [Lénine et le parti d'avant-garde]: « *Tant que la classe ouvrière n'est pas mobilisée par un parti qui se base sur la théorie révolutionnaire, sa conscience reste déterminée par l'idéologie et la culture bourgeoises, ce qui l'amène à voir la société capitaliste comme quelque chose de fixe, et non pas quelque chose qui puisse être fondamentalement changé grâce à une révolution ouvrière. Cette "fausse conscience", comme Marx l'appelait, c'est ce que nous voyons et ce que nous confrontons tous les jours, partout dans le monde [...]. Pour que la classe ouvrière*

passer de la condition de classe en soi – c'est-à-dire juste définie d'un point de vue objectif par son rapport avec les moyens de production – à celle de classe pour soi – c'est-à-dire pleinement consciente de sa tâche historique qui consiste à renverser l'ordre capitaliste –, il faut une direction révolutionnaire. »

C'est cette « fausse conscience » de la classe ouvrière, que LO encourage, dans le cadre de sa perspective traître de pression sur le gouvernement capitaliste de front populaire, en prônant le contrôle sur l'Etat bourgeois et la taxation des riches. Non seulement LO est politiquement incapable de donner quoi que ce soit d'autre qu'une *fausse* direction au prolétariat, mais leur politique réformiste les rend incapables de même expliquer le monde post-soviétique. Il est vrai que LO s'est distancée de la campagne sur la « mondialisation » et a critiqué ses aspects les plus chauvins. Ils ont publié un article de fond dans *Lutte de classe* (février) sur l'OMC, où ils passent toute une page sur l'histoire du capitalisme mercantile et la montée de l'impérialisme. Mais ce qui manque complètement dans leur tableau c'est la question de l'URSS et de la Chine, parce que LO a refusé de défendre l'URSS contre les attaques impérialistes pendant la deuxième guerre froide des années 1980, et a au contraire hurlé avec les loups impérialistes.

En Afghanistan, lorsque l'Armée rouge est intervenue contre les égorgeurs intégristes islamiques qui voulaient forcer les femmes à porter le voile-linceul, LO s'est opposée à l'intervention soviétique. Nous, la LCI, disions: « *Salut à l'Armée rouge! Etendez les acquis d'Octobre aux peuples afghans!* » Lorsque Solidarność, financée par le Vatican et la CIA, a essayé de prendre le pouvoir fin 1981, nous avons dit « *Halte à la contre-révolution de Solidarność!* » LO par contre s'est mise à la traîne de ces cléricaux-nationalistes, sous prétexte que les ouvriers avaient des illusions dans Solidarność. Pour dissimuler aujourd'hui leur rôle méprisable, maintenant que la restauration capitaliste a apporté la misère et des conflits interethniques sanglants dans l'ex-bloc soviétique, LO a la position absurde que la Russie est toujours un Etat ouvrier dégénéré, c'est-à-dire que rien de fondamental n'a changé depuis la destruction finale de l'URSS et la contre-révolution capitaliste de 1991-1992. Ils qualifient toujours de « bureaucrates staliniens » les ex-bureaucrates qui ont restauré le capitalisme, comme Eltsine, et qui sont pour certains devenus des capitalistes eux-mêmes. Comme le disait Trotsky, la bureaucratie stalinienne tirait ses privilèges « *non de certains rapports particuliers de propriété, propres à elles, en tant que "classe", mais des rapports même de possession qui furent créés par la révolution d'Octobre* » c'est-à-dire de l'économie collectivisée et planifiée. Parce qu'elle parasitait cette économie collectivisée.

Suite page 14



16 octobre 1999: Laguiller et Krivine, au coude à coude avec Hue (PCF) et Sarre (MDC, à gauche de Hue), couvrent le gouvernement capitaliste sur sa gauche.

qui forment une composante stratégique du prolétariat dans l'industrie privée, et particulièrement contre les sans-papiers. Les attaques et les meurtres racistes augmentent; rien qu'en avril Ryad Hamlaoui, d'origine algérienne, a été exécuté par un flic à Lille. Des syndicalistes comme les dirigeants CGT Michel Beurier et Charles Hoareau, les groupes et les personnes qui cherchent à aider les sans-papiers sont poursuivis en justice. A Orléans Delphine Selamnia a été condamnée le 27 mars à deux mois de prison pour avoir voulu simplement aider un sans-papier à se marier! Nous luttons pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et pour l'unité de classe internationaliste des travailleurs!

Le front populaire continue aussi son sale boulot contre les peuples opprimés dans l'Hexagone. Des dizaines de militants basques ont été extradés par la police française vers l'Espagne, et plus de 150 croupissent en prison en France même, où ils doivent faire des grèves de la faim pour défendre leur dignité humaine. Philippe Bidart et Jean-Gabriel Mouesca, militants d'Iparretarrak, viennent d'être condamnés à 20 et 15 ans de prison pour avoir soigné un gendarme en 1983. Nous, trotskystes, disons: *Liberté pour les militants nationalistes basques emprisonnés, en Espagne comme en France! Droit d'autodétermination pour le peuple basque, au Sud comme au Nord des Pyrénées!*

LO : économisme et antisoviétisme

Aujourd'hui la gauche réformiste et centriste continue à répandre l'illusion que l'on peut « humaniser » le capitalisme avec

d'orienter les capitaux davantage vers des investissements productifs sur un terrain *national*. Cette taxe n'a strictement rien d'anticapitaliste, et en fait elle est complètement utopique: la règle fondamentale du capitalisme c'est d'investir là où les profits sont les plus élevés. Cette taxe n'est qu'une manière de favoriser ses « propres » capitalistes contre leurs concurrents étrangers.

Quant à LO, ils ont voté au Parlement européen contre une étude de faisabilité de la taxe Tobin, en se plaignant que le projet initial de résolution ait été réduit à un compromis inacceptable, et que c'est ce compromis qui avait été présenté au parlement. Mais LO a justifié son vote avec la déclaration suivante d'Arlette Laguiller: « *Pour notre part, l'objectif politique que nous proposons aux classes laborieuses est qu'elles imposent de très forts impôts non seulement sur les capitaux spéculatifs mais aussi sur les profits de toutes les grandes entreprises capitalistes, ainsi que sur les fortunes privées de la classe riche, afin que l'argent ainsi concentré entre les mains de l'Etat puisse servir à créer des emplois utiles dans les services publics* » (*Lutte Ouvrière*, 28 janvier). En d'autres termes, la taxe Tobin se concentre sur le capital spéculatif international et donc ne va pas assez loin. Mais le plan pour « taxer les riches » de LO est tout aussi utopique que la taxe Tobin elle-même: la seule chose que la classe ouvrière puisse fondamentalement « imposer » au capitalisme, c'est de l'exproprier grâce à une révolution socialiste.

En réaction à des critiques du PC, qui soutenait la mesure au Parlement européen, LO a argumenté que « *pour notre part, nous n'avons pas l'intention de voter*

Meeting-débat de la LTF

Chine : L'adhésion à l'OMC signifie pillage impérialiste et chômage

Défense de l'Etat ouvrier déformé chinois contre l'impérialisme et la contre-révolution intérieure !

Pour une révolution politique prolétarienne qui chassera la bureaucratie stalinienne !

Paris

16 juin, 20h00

LSC, 69 ter, rue de la Chapelle, Paris 75018 (M° Porte de la Chapelle)

OMC...

Suite de la page 13

sée et par crainte du prolétariat, la bureaucratie stalinienne a pendant plusieurs décennies défendu, à sa manière, ces formes de propriété. Aujourd'hui, alors que le capitalisme a été restauré, et que l'économie collectivisée et planifiée a été détruite sous la pression de la guerre froide des impérialistes, le pouvoir de ces ex-bureaucrates staliniens repose sur les nouvelles formes de propriété privée capitaliste.

Parallèlement LO prétend que la Chine, un Etat du même type que l'Union soviétique, est et a toujours été capitaliste, et donc qu'il n'y a rien à défendre là-bas. Si l'on ne veut pas défendre ce qui a déjà été conquis, comment peut-on se battre pour de nouvelles victoires? Nous avions fait remarquer dans notre Déclaration de principes et quelques éléments de programme (*Spartacist* édition française n° 32, printemps 1998): «*La "question russe" a été la question politique déterminante du XX^e siècle et la pierre de touche pour les révolutionnaires. Nous trotskystes, sommes restés à notre poste et nous nous sommes battus pour préserver et étendre les acquis révolutionnaires de la classe ouvrière alors que toutes les autres tendances de la planète ont capitulé devant la pression idéologique de l'anticommunisme impérialiste. Notre défense de l'URSS s'est par-dessus tout exprimée dans notre combat pour de nouvelles révolutions d'Octobre partout dans le monde.*»

Pour la révolution socialiste mondiale !

Les directions syndicales et sociales-démocrates, qui se sont séparées il y a bien longtemps de leur base ouvrière, et qui dans les guerres précédentes ont servi d'auxiliaires dans le mouvement ouvrier pour les gouvernements impérialistes, cherchent aujourd'hui à pousser les ouvriers derrière leur « propre » bourgeoisie face à une nouvelle intensification de la concurrence entre les puissances impérialistes. Et les « socialistes » opportunistes de la soi-disant « extrême » gauche s'activent, acceptant et se joignant à ces campagnes

« L'ennemi principal est dans notre propre pays ! »



Robert Sennecke

Nous reproduisons ci-dessous le Manifeste du Premier Mai 1916 de Karl Liebknecht. C'était un discours réaffirmant l'internationalisme prolétarien au moment où les sociaux-démocrates réformistes soutenaient l'effort de guerre impérialiste de la bourgeoisie allemande, et servaient ainsi d'obstacle aux luttes ouvrières révolutionnaires. Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg furent assassinés pour leur rôle dirigeant dans le soulèvement spartakiste de 1919, lors de la terreur blanche que déclenchèrent les sociaux-démocrates à la suite de ce soulèvement.

La pauvreté et la misère, le besoin et la famine, règnent en Allemagne, en Belgique, en Pologne et en Serbie, dont le vampire impérialiste suce le sang et qui ressemblent à de vastes cimetières. Le monde entier, la civilisation européenne tant vantée, s'enfoncent dans l'anarchie déchaînée par la guerre mondiale.

Ceux qui profitent de la guerre veulent la guerre avec les Etats-Unis. Demain peut-être, il se peut qu'ils nous ordonnent de tourner des armes létales contre de nouveaux groupes de nos frères, contre

nos frères ouvriers aux Etats-Unis, et combattre aussi l'Amérique. Réfléchissez à la chose suivante : aussi longtemps que le peuple allemand ne se soulèvera pas pour utiliser la force suivant sa propre volonté, l'assassinat du peuple continuera. Que des milliers de voix crient : «*A bas l'extermination éhontée des nations ! A bas ceux qui sont responsables pour ces crimes !*» Nos ennemis, ce n'est pas le peuple anglais, français ou russe, ce sont les grands propriétaires fonciers allemands, les capitalistes allemands et leur comité exécutif.

En avant, combattons le gouvernement ; combattons ces ennemis mortels de toute liberté. Combattons pour tout ce qui signifiera le triomphe futur des classes travailleuses, le futur de l'humanité et de la civilisation.

Travailleurs, camarades, et vous, les femmes du peuple, ne laissez pas passer cette fête de mai, la deuxième de la guerre, sans protester contre le massacre impérialiste. Le Premier Mai, que des millions de voix s'exclament : «*A bas le meurtre éhonté que représente l'extermination des peuples ! A bas ceux qui sont responsables pour la guerre !*»

pour le nationalisme économique et pour ramener l'exploitation capitaliste en Chine.

Notre opposition aux mobilisations chauvines contre l'OMC exprime notre programme révolutionnaire, internationaliste et prolétarien. Pour défendre les intérêts de classe du prolétariat, il faut tirer une ligne de démarcation entre le marxisme et le social-chauvinisme, contre ceux que Lénine appelait des « agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier [...] les commis ouvriers de la classe capitaliste ».

Dans le monde post-soviétique d'au-

jourd'hui, avec des rivalités interimpérialistes croissantes, la voie que prennent les sociaux-démocrates mène nécessairement tôt ou tard à une troisième guerre mondiale. Cela ne fait que souligner l'urgence de lutter pour que la classe ouvrière rompe avec la social-démocratie du PS et du PC et leurs suivistes pseudo-trotskystes de LO, LCR, etc. Nous voulons construire un parti ouvrier révolutionnaire pour donner une direction consciente à la lutte des ouvriers, non seulement pour améliorer leurs conditions de vie actuelles, mais pour en finir avec le système tout entier de

l'esclavage salarié du capitalisme et avec les guerres impérialistes, grâce à la révolution socialiste. Ce combat doit être un combat *international*. Nous luttons pour les Etats-Unis socialistes d'Europe. Seule une économie collectivisée et planifiée internationalement pourra en finir avec la pauvreté, la misère, le racisme et la guerre impérialiste. Notre mot d'ordre doit être, non pas de défendre les intérêts français, mais les mots qu'ont inscrits Karl Marx et Friedrich Engels sur leur drapeau il y a plus de 150 ans : «*Ouvriers de tous les pays, unissez-vous !*» ■

Chine...

Suite de la page 5

que s'exprime ce programme de collaboration de classes. Nous luttons pour forger une opposition lutte de classe à la bureaucratie procapitaliste à l'intérieur des syndicats. Nous luttons pour une nouvelle direction dans les syndicats, basée sur la conception que les intérêts de la classe ouvrière sont inconciliablement opposés à ceux de l'ennemi de classe capitaliste, et que les travailleurs de tous les pays doivent être unis par la solidarité de la lutte de classes. Nous luttons pour arracher la classe ouvrière à l'influence du Parti démocrate capitaliste, et pour forger un parti ouvrier, l'instrument nécessaire du combat pour la révolution socialiste contre le système capitaliste raciste tout entier.

Pour la révolution prolétarienne internationale !

L'écrivain bulgare Blagovesta Doncheva a décrit avec une éloquence poignante ce que la restauration capitaliste signifie pour les travailleurs de l'ex-bloc soviétique. Dans un article du *New York Times* (11 novembre 1999) intitulé «*En Bulgarie, 10 ans de misère*», elle écrit : «*Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont réussi à dévorer l'industrie bulgare. Ils ont insisté pour que les usines et les fabriques bulgares soient privatisées. Dans beaucoup de cas, le gouvernement bulgare, qui suit avec diligence les conseils du FMI, a vendu ces usines à de puissantes sociétés internationales [...]. Quel est le résultat ? Des hordes d'ouvriers au chô-*

mage, des mendiants dans les rues, des personnes âgées qui fouillent dans les ordures à la recherche d'un bout de chiffon ou d'un vieux morceau de pain. Notre tissu social part en lambeaux. Avant 1989, la Bulgarie était un Etat socialiste : soins médicaux gratuits et éducation pour tous. Les mères et les vieux recevaient des aides et des privilèges.»

Après avoir décrit le sort terrible des jeunes et des personnes âgées dans la Bulgarie d'aujourd'hui, Doncheva poursuit : «*De 1989 à 1993, j'étais militante pour la démocratie. C'était avant que je comprenne le véritable travail du FMI, de la Banque mondiale ou des sociétés transnationales et leur politique d'expansion. Nous nous sommes laissés séduire par les discours sur la démocratie et l'ouverture. Aujourd'hui, 10 ans après, je regrette que nous l'ayons fait.*»

Dans le monde entier, une foule de « socialistes » réformistes, aux premiers rangs desquels l'International Socialist Organization (ISO) [en France Socialisme par en bas] et son maître à penser britannique, le Socialist Workers Party (SWP) de Tony Cliff, ont tous soutenu la campagne pour la contre-révolution capitaliste et ont applaudi à sa victoire. Même confrontés à l'amère expérience des masses laborieuses d'Europe de l'Est et d'ex-Union soviétique, ils persistent et signent. Depuis leur apparition en tant que tendance en 1950 – quand Cliff et ses partisans refusèrent de défendre la Chine, la Corée du Nord et l'URSS contre l'impérialisme américain et britannique pendant la guerre de Corée –, ce qui caractérise les cliffistes c'est qu'ils rejettent la perspective d'une révolution ouvrière et qu'ils se rallient à la « démocratie » capitaliste. Ayant dès sa création

considéré l'Etat ouvrier déformé chinois comme un « régime capitaliste d'Etat », les cliffistes refusent de défendre la Chine contre l'impérialisme et la contre-révolution capitaliste.

Cette conclusion est partagée par le journal *October Review*, basé à Hong-kong et publié par des sympathisants chinois du Secrétariat unifié pseudo-trotskyste. Le groupe d'*October Review* soutient toutes les variétés de « dissidents » pro-impérialistes, et son programme pour la Chine se limite à réclamer la démocratie (bourgeoise).

Mais beaucoup d'ouvriers chinois, à la différence des ouvriers d'Europe de l'Est et d'URSS avant la contre-révolution, peuvent déjà voir les effets terribles du marché capitaliste. Ce fait affecte nécessairement la dynamique de la lutte sociale à l'intérieur de la Chine et la conscience politique de sa classe ouvrière. De grandes grèves ouvrières prennent en partie pour cible les sociétés à capitaux étrangers et les sociétés mixtes. Ceci ne veut pas dire que les ouvriers chinois soient immunisés contre les illusions dans la « démocratie » à l'occidentale. Mais ils ont beaucoup moins d'illusions dans le capitalisme de « marché libre » et les prétendus bénéfices de l'intégration dans une économie mondiale dominée par les impérialistes. Dans les années 1980, Solidarność, sous la direction de Lech Walesa, exigeait que la Pologne adhère au FMI, mais aujourd'hui, selon tous les observateurs, les ouvriers chinois redoutent les conséquences de l'adhésion à l'OMC. Même ceux qui sacrifient les économies de toute une vie pour émigrer clandestinement dans le « monde libre » américain se trouvent réduits, quand ils arrivent à échapper à l'enfer raciste des

prisons pour immigrés clandestins, à des dizaines d'années de servitude, surexploités dans des conditions dignes du XIX^e siècle.

Le danger de voir la Chine rejetée dans l'esclavage capitaliste augmente de plus en plus. Il est indispensable que le prolétariat chinois se mobilise pour défendre l'économie collectivisée et les autres acquis sociaux de la Révolution chinoise. Dans *Spartacist* (n° 31, automne 1997), nous écrivions : «*Une révolution politique prolétarienne en Chine se heurterait immédiatement à une réaction impérialiste hostile et violente. Elle enverrait aussi des ondes de choc dans le monde entier, et encouragerait considérablement la lutte du prolétariat international, que l'offensive et le triomphalisme bourgeois avec la soi-disant "mort du communisme" a fait régresser sur le plan tant politique qu'économique depuis la contre-révolution capitaliste dans l'ancienne Union soviétique en 1991. [...] Pour écarter la menace d'un retour à l'esclavage capitaliste et ouvrir la voie à un avenir socialiste, les ouvriers chinois doivent se tourner vers la lutte de classe internationale. C'est en liant leur combat pour une révolution politique à la lutte pour écraser la domination capitaliste, de l'Indonésie et de la Corée du Sud au Japon, que le prolétariat chinois jettera un pont vers un avenir socialiste. Mais surtout, les travailleurs chinois doivent être gagnés au communisme authentique de Lénine et Trotsky et du Parti communiste chinois des premières années, celui que dirigeait Chen Duxiu. Ce communisme a été pendant des décennies foulé aux pieds par le stalinisme. Pour un parti trotskyste en Chine, section d'une Quatrième Internationale reforcée !*»

Sans-papiers...

Suite de la page 16

dians sans-papiers ! Nous n'avons aucune confiance dans l'administration de l'université ou dans le gouvernement capitalistes qui sont nos ennemis de classe. Nous luttons pour la mobilisation de la classe ouvrière et des opprimés indépendamment de la bourgeoisie pour défendre les sans-papiers.

Par contre dans une affiche « appel d'enseignants de Paris 8 », plusieurs professeurs dont Daniel Bensaïd, un dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), déclarent : « *Et en effet : il nous apparaît bien évident que, dès lors que cette autorité a pris la décision d'inscrire ces étudiants en début d'année, elle a contracté à leur égard une forme d'engagement moral, engagement dont elle se doit d'assumer les conséquences face à d'autres autorités.* » Ils supplient l'administration de se comporter « moralement » !

L'administration n'est pas une force neutre et bien intentionnée mais représente l'Etat bourgeois sur la fac. Par exemple, à l'université de Nanterre en octobre dernier, elle en a appelé aux forces répressives contre les étudiants sans-papiers en grève de la faim pour obtenir des titres de séjour. Les milices privées, qui font également partie des chiens de garde de la propriété privée dans la société capitaliste, étaient appelées contre les étudiants le 17 octobre 1999. Le 20 octobre les étudiants sans-papiers de Nanterre ont été réprimés par les CRS.

Le président de l'université de Nanterre, André Legrand, a attaqué l'AGEN (Association générale des étudiants de Nanterre) qui faisait partie du « comité de lutte » des étudiants sans-papiers, comme étant des « éléments incontrôlés » des syndicats étudiants et il a « demandé le renfort de cette société [les vigiles] parce qu'il est de mon devoir d'assurer l'ordre public sur le campus. » Nous défendons l'AGEN contre l'administration de la fac qui s'en prenait à celle-ci pour son soutien aux étudiants sans-papiers. Une attaque contre un est une attaque contre tous ! Malheureusement, l'AGEN elle-même ne reconnaît pas ce principe élémentaire. Sous un mince vernis de politique tiers-mondiste/maoïste, elle est réputée pour renverser les tables de presse de tout le monde, des trotskystes jusqu'à un groupe d'étude biblique. Ils ont pris le parti de l'administration contre nous, la Jeunesse spartaciste, en nous attaquant le 20 mai 1998 quand nous faisons un piquet en défense des étudiants réprimés en Indonésie. Un tel gangstérisme sert seulement les intérêts de l'administration comme prétexte à l'intervention de l'Etat capitaliste et des vigiles sur le campus. Nous exigeons : vigiles hors de la fac et hors des syndicats !

L'Etat bourgeois y compris ses agents sur la fac constitue l'organe de répression de la bourgeoisie contre la classe ouvrière et les opprimés. Cette classe minoritaire qui détient les moyens de production, de distribution et de finance, tire ses immenses profits de la sueur de la classe ouvrière. Elle conserve sa propriété privée par son Etat (flics, juges, matons) et sa mainmise sur la diffusion de son idéologie (écoles, médias bourgeois, Eglise).

Ce gouvernement est capitaliste, raciste et impérialiste

En France, comme dans tous les pays capitalistes, il existe la dictature de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Aujourd'hui le gouvernement de front populaire maintient cette dictature de classe en gérant l'Etat bourgeois. Ce gouvernement est constitué par une coalition bourgeoise de partis ouvriers-bourgeois (qui ont une direction pro-capitaliste et une base ouvrière : PS, PC) avec des partis bourgeois (MDC, Verts). Un gouvernement de front populaire est un gouvernement capitaliste, il désarme et démoralise la classe ouvrière, pavant ainsi la voie à la réaction et au fascisme. Ce type de gouvernement, au

niveau historique, est souvent utilisé par les capitalistes français pour briser la combativité massive des ouvriers, comme en 1936 et 1944-1947 et pour empêcher le prolétariat de prendre le pouvoir.

En tant que trotskystes, nous, bolchéviks de la Ligue communiste internationale, n'appelons jamais à voter pour des partis ouvriers dans des fronts populaires. Par contre, les autres groupes soi-disant « de gauche », ont aidé à mettre en place ce gouvernement : LO a appelé à un vote PS-PC contre le FN ; la LCR et Pouvoir

comme « *l'un des appareils étatiques les plus oppressifs du monde* » et glorifie à l'inverse la domination de la bourgeoisie dans les pays capitalistes comme « *d'immenses progrès de civilisation - l'Etat de droit, la démocratie* » (L'Humanité, 25 novembre 1999).

Le rôle fondamental des réformistes du PC, de LO, de la LCR à SPEB est de soutenir l'ordre capitaliste décadent. Aujourd'hui le PC est dans le front populaire bourgeois et raciste et fait partie de toute la racaille gouvernementale qui attaque la

sent les jeunes dans les banlieues tous les jours. SPEB écrit : « *En outre, le renforcement des moyens de répression à l'école risque d'avoir exactement le même effet que dans les cités des banlieues. Au lieu de réduire la violence, il la transforme et la banalise* » (Socialisme par en bas n° 27, février 2000). L'organisation mère de SPEB, le Socialist Workers Party britannique de Tony Cliff écrivait dans son journal Socialist Worker (8 février 1997) que les flics cessent d'être des « agents de l'Etat » quand « *ils se rebellent collectivement* ». Il n'est donc pas surprenant que l'organisation sœur de SPEB aux USA, l'International Socialist Organization, était du côté du Parti démocrate bourgeois et des flics latinos pour donner une plate-forme aux fascistes le 23 octobre 1999 à New York, c'est-à-dire dans le camp opposé aux milliers d'ouvriers et de Noirs qui sont descendus dans la rue pour stopper les fascistes à notre appel (voir article et photos dans le Bolchévik n° 151).

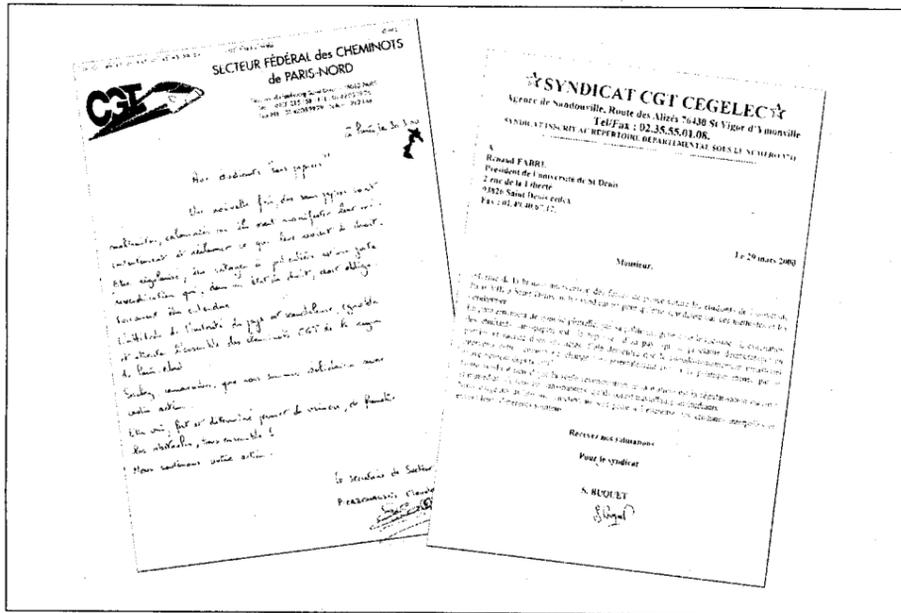
Pour un parti révolutionnaire

Nous nous battons pour que les étudiants s'allient à la puissance sociale de la classe ouvrière à travers la construction du parti révolutionnaire. Contrairement au prolétariat, ils n'ont pas la possibilité d'arrêter et de saisir les moyens de production. On peut voir la puissance potentielle des ouvriers dans la vague de grève récentes des nettoyeurs du métro de l'ONET, à Renault-Flins, à la SNCF, à la RATP, dans les hôpitaux et chez les routiers. Les ouvriers immigrés forment une partie stratégique du prolétariat industriel de la France et un pont vivant avec les ouvriers de l'Afrique et de l'Asie.

Depuis la contre-révolution capitaliste en URSS, les bourgeoisies d'Europe de l'Ouest démantèlent l'« Etat-providence » et augmentent les attaques contre les immigrés. Comme nous le notions dans notre organe théorique international, Spartacist (n° 29, été 1996) : « [...] l'origine de l'« Etat-providence » social-démocrate et la raison de son maintien étaient que l'impérialisme européen avait besoin de s'assurer du soutien ou au moins de la neutralité de ses classes ouvrières pour la guerre froide contre l'Union soviétique. Mais aujourd'hui, les bourgeoisies européennes sabrent dans ces dépenses sociales superflues et s'appliquent à maximiser le taux d'exploitation, dans le cadre d'une concurrence féroce avec les Etats-Unis et le Japon. La démagogie et la terreur anti-immigrés sont utilisées pour diviser et détourner la classe ouvrière de la lutte unie contre l'offensive capitaliste actuelle. »

Si tu veux en finir avec ce système, rejoins la Jeunesse spartaciste, groupe de jeunesse de la Ligue trotskyste de France (LTF), section de la Ligue communiste internationale. Seule la classe ouvrière dirigée par un parti bolchévique tribun de tous les opprimés, peut renverser ce système capitaliste pourri. Pour de nouvelles révolutions d'Octobre !

Jeunesse spartaciste
18 février 2000



Il faut mobiliser la puissance de la classe ouvrière en défense des sans-papiers. Déclarations de syndicats ouvriers contre la répression à Saint-Denis.

ouvrier ont appelé directement à un vote pour ce gouvernement. Alors que Socialisme par en bas (SPEB) n'existait pas en tant que tel à l'époque, le numéro 1 de leur journal montrait déjà leur raison d'être : faire l'apologie du front populaire d'austérité car ils répandent le mensonge que « *l'écrasement électoral de la droite a permis un certain nombre de réformes* » et que « *les mesures positives ne constituent, au fond, que l'annulation d'une petite partie de toutes les attaques de la droite depuis plusieurs années* » (Socialisme par en bas n° 1, novembre 1997). Quelles mesures « positives » ? La loi Aubry ? Les attaques contre l'enseignement ? Les expulsions des sans-papiers ? Le rôle de ces satellites de « gauche » du PC et du PS est de semer des illusions dans ce gouvernement et dans l'Etat bourgeois, en prétendant que ceux-ci peuvent être poussés « à gauche » pour servir les intérêts des ouvriers. En fait c'est une illusion mortelle qui enchaîne la classe ouvrière à son ennemi de classe. Nous luttons pour mener le prolétariat multi-ethnique à balayer le capitalisme par la dictature du prolétariat, à l'instar de la révolution bolchévique d'Octobre 1917 qui avait renversé le gouvernement de Kérénsky et mené la classe ouvrière au pouvoir à travers une révolution socialiste.

L'administration de la fac de Saint-Denis est dirigée par le PC. Ces réformistes s'opposent au programme de la révolution prolétarienne. En mai 1968 le PC a trahi une situation pré-révolutionnaire en cassant la grève générale ouvrière, ce qui a débouché sur le front populaire de Mitterrand. Les stalinien ont trahi la révolution d'Octobre elle-même et ont livré l'Union soviétique à l'impérialisme par la contre-révolution capitaliste en 1991-1992. Nous trotskystes, au contraire, nous étions toujours pour la défense militaire inconditionnelle de l'URSS. Nous nous sommes battus pour que les ouvriers renversent la bureaucratie stalinienne par la révolution politique pour retourner à la voie révolutionnaire de Lénine et Trotsky. Et aujourd'hui encore nous avons ce programme pour les Etats ouvriers déformés chinois, vietnamien, nord-coréen et cubain.

Maintenant, en embrassant le triomphalisme bourgeois sur la soi-disant « mort du communisme », le PCF prépare son Trentième Congrès en lançant une dénonciation en règle de la Révolution russe et de la dictature du prolétariat. Dans un document pour leur congrès, il dénonce l'URSS

classe ouvrière et tous les opprimés. Depuis son arrivée au pouvoir, le front populaire de Jospin-Gayssot-Chevènement a renforcé l'austérité anti-ouvrière par la loi Aubry, les déportations de travailleurs immigrés par la loi Chevènement, la terreur raciste policière contre les jeunes des cités-ghettos et a mené une guerre impérialiste contre la Serbie, bombardé des civils et détruit pratiquement toutes les infrastructures de ce pays au nom des « droits de l'homme ». Ce gouvernement mène en ce moment une campagne « anti-violence » dans les lycées et collèges dans le but de criminaliser la jeunesse et de réprimer encore plus celle d'origine maghrébine et d'Afrique sub-saharienne. Nous nous opposons à cette campagne policière.

En fait, Lutte ouvrière est partie prenante de la campagne sécuritaire du gouvernement. Ils écrivent : « [...] la vie dans les banlieues empire faute de gardiens d'immeubles, d'employés municipaux, voire, pourquoi pas, de policiers proches de la population et respectueux de cette dernière » !! (Lutte ouvrière, 3 décembre 1999)

Même si SPEB demande « des profs pas des flics » dans les lycées, ils embrassent aussi la campagne « sécuritaire » du gouvernement qui présente les jeunes des banlieues comme étant la source de la violence dans la société. Mais c'est la bourgeoisie à travers son Etat qui détient le monopole de la violence ; ce sont les flics qui terrori-

SÉRIE DE COURS MARXISTES DE LA JEUNESSE SPARTACISTE

3 mai	Le marxisme et l'Etat
17 mai	Le front populaire
30 mai	Réforme ou révolution -- la Révolution russe
14 juin	Trotskysme contre stalinisme
28 juin	Le parti léniniste tribun du peuple
12 juillet	Le parti révolutionnaire dans le monde post-soviétique

Paris
Université de St. Denis
(métro Saint-Denis Université)
19h00 **Salle A313**

Pour plus de renseignements, appelle la Jeunesse spartaciste, groupe de jeunesse de la Ligue trotskyste de France: 01 42 08 01 49

Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !

Défense des étudiants sans-papiers qui se heurtent à l'administration PCF de la fac de Saint-Denis !

Dans la nuit du 26 au 27 mars, des centaines de flics de la BAC (Brigade anti-criminalité) et des CRS ont expulsé de l'université de Saint-Denis (Paris 8) deux douzaines d'étudiants sans-papiers et leurs partisans qui occupaient l'amphi X depuis deux mois afin d'obtenir des titres de séjour. Dans la soirée du 27 mars, des centaines de flics et de CRS ont à nouveau envahi la fac, arrêtant 31 étudiants et un prof. Tous ceux qui ont été arrêtés sont restés en garde à vue pendant 48 heures et quatre étudiants sans-papiers sont inculpés de violences et dégradations. Les sans-papiers sont menacés d'expulsion, ce qui peut signifier l'arrestation, la torture et la mort à leur arrivée. Nous exigeons : **Levée des inculpations ! Aucune déportation ! Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !**

Nous reproduisons ci-dessous un tract que nous avons massivement distribué en défense des étudiants sans-papiers de Saint-Denis. Nous avons soutenu activement la lutte des sans-papiers, mettant en avant la nécessité de mobiliser la puissance sociale de la classe ouvrière. Aussi, après les attaques des flics, nous avons obtenu des déclarations de syndicats ouvriers protestant contre cette répression. Le syndicat CGT-CEGELEC, ainsi que la CGT des cheminots de la Gare du Nord ont écrit des déclarations en solidarité avec les étudiants sans-papiers de la fac.

Dès le début de la lutte nous avons mis en garde contre les illusions colportées par toutes les organisations de « gauche » dans l'administration de la fac qui a appelé les flics. Celle-ci, dirigée par le PCF, s'était livrée à une campagne vicieuse croissante contre les étudiants sans-papiers afin de préparer l'assaut policier. Avec les Verts, elle diffusait des déclarations mensongères dépeignant les étudiants comme manipulés par des éléments extérieurs violents, et parlait d'occupation qui « prend Paris 8 en otage ».

Lutte ouvrière (LO), active sur cette fac, a prouvé sa loyauté au front populaire bourgeois : pendant toutes ces semaines d'occupation, ses militants ont boycotté cette lutte ; à la fin, comme l'*Humanité* et toute la presse gouvernementale, LO a consacré **quatre lignes** à l'intervention policière dans son journal. Les autres réformistes de Socialisme par en bas (SPEB) ou de l'AGEN (Association générale des étudiants de Nanterre) ont répondu à la répression avec le mot d'ordre « *Fabre démission !* » C'est semer des illusions dans l'administration, agent de l'Etat bourgeois sur la fac. De même qu'il veut faire croire qu'on peut pousser « à gauche » le gouvernement, « par en bas », SPEB veut faire croire qu'on peut pousser à gauche les agents du gouvernement. Pour cela ils font reposer le problème sur l'« individu » Fabre, alors que c'est **une question de classe**.

Avec les mêmes conceptions, à l'université de Rouen-Mont-Saint-Aignan, la



Le Bolchévik

2 mars : manifestation devant la mairie PC de Saint-Denis. Avec le PC au gouvernement, l'administration veut « normaliser » la fac, la fermer aux sans-papiers.



Spartacus!

Jeunesse spartaciste

Gauche révolutionnaire-Jeunesse contre le racisme en Europe (GR-JRE) s'est retrouvée avec un des doyens de l'université dans un meeting sur la fac, dans le cadre de leur soi-disant lutte en défense des sans-papiers. Quand nous nous sommes rendu compte de la présence du doyen, nous avons protesté contre sa présence ; la dirigeante de la GR-JRE a alors argumenté en faveur de la présence de ce doyen sur la base qu'il s'était soi-disant engagé à ne pas appliquer les mesures racistes contre les étudiants étrangers. En tant que marxistes, nous comprenons que l'administration représente la bourgeoisie qui expulse les sans-papiers tous les jours. Contre ces illusions, nous luttons pour le contrôle travailleurs-étudiants-profs de la fac dans le contexte d'une lutte contre tout le système capitaliste.

Le récent remaniement ministériel démontre bien le réformisme de groupes comme SPEB et de ceux qui luttent pour que le gouvernement adopte une politique « de gauche ». Un des premiers actes du gouvernement remanié (sans le détesté Allègre) a été l'envoi de ses flics pour expulser les étudiants sans-papiers et leurs sympathisants de Paris 8. Même avec des visages différents, gouvernement et administration servent la bourgeoisie. C'est avec le PCF au gouvernement et omniprésent à tous les niveaux de l'administration de la fac, que Saint-Denis va être finalement « normalisée », pour en finir avec une pratique de longue date où l'administration n'était pas trop regardante sur les titres de séjour des étudiants.

L'AGEN, qui a été très active dans la lutte à Saint-Denis, essaie de défendre les sans-papiers contre le PCF sur la base d'une idéologie stalinienne-maoïste. Quelle ironie ! Le PCF qui attaque aujourd'hui les étudiants immigrés à Saint-Denis est le produit de décomposition de près de 75 ans de trahisons stalinienne, où le PCF a contribué à stabiliser le capitalisme. Le PCF pouvait canaliser des militants plus combattifs que les sociaux-démocrates de la Deuxième Internationale, car il demeurait, faussement, associé à la Révolution russe de 1917, et il avait une loyauté en quelque sorte partagée entre suivre les ordres de la bureaucratie du Kremlin et servir directement les intérêts de sa propre bourgeoisie en France.

Dans les luttes de classes tumultueuses des années 30, le PCF a fait tout son possible pour détourner toute lutte pour le pouvoir ouvrier et lier le prolétariat au parlementarisme bourgeois en prenant part aux fronts populaires. En 1945, fidèle à sa politique d'opposition aux luttes de libération nationale dans les colonies des puissances impérialistes « démocratiques », le PCF était au gouvernement lorsque celui-ci a massacré des dizaines de milliers d'Algériens à Sétif. A la fin de la guerre, avec la bénédiction de Staline, les stalinien en France et en Italie ont joué un rôle essentiel pour désarmer les partisans antifascistes et aider l'impérialisme américain à restabiliser l'ordre capitaliste en Europe de l'Ouest. En mai-juin 1968 le PC a à nouveau sauvé la bourgeoisie française en trahissant une situation pré-révolutionnaire

lorsqu'une révolte étudiante avait été l'étincelle d'une grève générale prolétarienne. Toutes ces trahisons ont préservé l'encerclement impérialiste de l'URSS, jusqu'à ce que finalement les héritiers de Staline livrent l'URSS à la contre-révolution soutenue par l'impérialisme.

Seule une révolution socialiste, en balayant le système capitaliste, pourra établir un gouvernement ouvrier basé sur des soviets qui représentera les intérêts des travailleurs et des opprimés du monde entier. Certains étudiants qui en ont marre du gouvernement se tournent vers les anarchistes. Dans son journal *Coup de griffe*, la CNT-FAU exige une « université libre et démocratique ». Mais jamais ils ne mentionnent la nécessité d'une lutte contre le gouvernement capitaliste Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet, ni la nature de l'administration PCF de la fac. Ceci ne peut que laisser les étudiants désarmés politiquement face aux illusions dans l'administration. Prôner les seules combativité et spontanéité, chères à ces anarcho-syndicalistes, c'est rejeter la direction révolutionnaire indispensable pour diriger l'avant-garde du prolétariat vers une révolution ouvrière comme celle d'Octobre 1917 en Russie.

Depuis le 20 janvier, des étudiants sans-papiers de l'université de Saint-Denis occupent l'amphi X. Regroupés dans un « comité de lutte des étudiants sans-papiers », ils demandent l'obtention de titres de séjour. Ils sont inscrits à Saint-Denis, mais avec le refus de la préfecture de Bobigny de leur délivrer ces titres de séjour, ils n'auront plus le droit d'étudier et sont menacés d'expulsion par le gouvernement bourgeois de front populaire. Les étudiants sans-papiers se heurtent au PC qui dirige l'administration de la fac de Saint-Denis et qui fait partie de ce gouvernement bourgeois d'austérité capitaliste et raciste.

La Jeunesse spartaciste, groupe de jeunesse de la Ligue trotskyste, soutient la lutte des étudiants sans-papiers de Saint-Denis. Nous luttons pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés, pour une éducation gratuite et libre, sans discrimination sociale ni raciale, avec bourse et logement gratuits pour tous. Mais ces légitimes revendications impliquent une lutte contre le système de production capitaliste tout entier. La révolution socialiste balaiera le capitalisme et jettera les bases pour une société égalitaire. C'est le parti ouvrier léniniste défenseur de tous les opprimés, que nous cherchons à construire, qui mènera la classe ouvrière au pouvoir.

La classe ouvrière a la puissance sociale pour renverser tout ce système capitaliste et nous cherchons à mobiliser cette puissance sociale en défense des sans-papiers. Nous exigeons les pleins droits de citoyenneté immédiatement, pour tous les étu-

Suite page 15